

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2261

19 novembre 2009

SOMMAIRE

1907 Holding S.à r.l.	108526	Intfideco	108485
Amalto S.A.	108484	Lady Holding S.A.	108488
Bear Stearns International Funding I S.à r.l.	108527	La Fiduciaire de l'Entreprise Luxembourg S.à r.l.	108528
Beri 210	108528	LuxCo 66 S.à r.l.	108527
BGI Brands S.à r.l.	108526	Marc Aalen Luxembourg S.A.	108528
Boduhura Resort S.A.	108484	Markant-Lux S.A.	108527
Brevik Capital S.A.	108527	Morsa Capital S.A.	108487
Brixton Holding S.A.	108528	Nagera Holding	108488
Brothers Holding S.A.	108488	Neptunia S.A.	108488
Criali Investment S.A.	108482	Nexus International S.A.	108487
Echiquier	108483	Pentland Holding	108525
Enervest S.A.	108517	Sarasin International Funds	108485
Enervest S.A.	108516	Sarasin Investmentfonds	108486
Euro Rent Total Return	108522	Sarasin Multi Label Sicav	108486
Fisch Umbrella Fund	108488	Sauren Fonds-Select Sicav	108492
Generali Real Estate Investments FCP-FIS	108523	Sirej A.G.	108488
Grosvenor International S.A.	108482	Stanwich S.à r.l.	108525
Immobilière Diederich-Muller S.A.	108518	Sun Connect S.à r.l.	108523
Immobilière Diederich-Muller, S.e.n.c. ..	108518	Sustain S.A.	108483
Impexcars S.à r.l.	108526	W Industries Finances S.A.	108487
		Wölbern Global Shipping	108485

Grosvenor International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 88.464.

You are hereby convened to the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the company which will take place on Thursday, 8 December 2009 at 9.30 a.m. at the registered office of the Company located at 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

The agenda of the extraordinary general meeting is as follows:

Agenda:

1. Amendment of the date of the annual general meeting of the shareholders so as to be held on the third Wednesday of June of each year at 10.00 a.m. and subsequent amendment of article 11 of the articles of incorporation of the Company;
2. Appointment of Mr Ian Clark as additional director of the Company.

The extraordinary general meeting can be validly held if a quorum of at least 50% of the shares issued and outstanding are present or represented. If the quorum is not reached, the meeting will be reconvened in the manner prescribed by Luxembourg law. The reconvened meeting may validly deliberate without any quorum. The passing of the resolutions for the extraordinary general meeting requires the consent of 2/3 of the votes cast by the shareholders present or represented at the meeting.

Votes cast do not include votes attaching to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

Shareholders may vote in person or by proxy.

Grosvenor International S.A.
The Board of Directors

Référence de publication: 2009141816/260/26.

Criali Investment S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 17.359.000,00.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 110.028.

Les actionnaires de la société CRIALI INVESTMENT S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 3, rue des Bains, L-1212 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, inscrite auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 110.028 (les «Actionnaires») sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de la Société qui se tiendra le mardi 8 décembre 2009 à 11.00 heures au siège social de la Société (l'«Assemblée») en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

«Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant maximum de 6.000.000,- EUR (six millions d'Euros) par apport en numéraire afin de le porter de son montant actuel de 17.359.000,- EUR (dix-sept millions trois cent cinquante-neuf mille Euros) au montant maximum de 23.359.000,- EUR (vingt-trois millions trois cent cinquante-neuf mille Euros) représenté par 2.335.900 (deux millions trois cent trente-cinq mille neuf cents) actions au porteur d'une valeur nominale de 10,- EUR (dix Euros) chacune, par l'émission de 600.000 (six cent mille) nouvelles actions au porteur d'une valeur nominale de 10,- EUR (dix Euros) chacune, étant noté que dans l'hypothèse où l'augmentation de capital telle que proposée n'était pas entièrement souscrite, il ne sera procédé à l'augmentation du capital social qu'à concurrence des souscriptions recueillies, conformément aux dispositions de l'article 32-1 (3) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée;
2. Autorisation conférée au conseil d'administration de la Société de procéder à toutes les formalités liées (i) à la souscription des nouvelles actions au porteur à émettre par la Société et (ii) à la convocation d'une nouvelle assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société à l'issue des souscriptions recueillies, ayant notamment pour ordre du jour l'entérinement des souscriptions et des paiements en numéraire des nouvelles actions de la Société, dans le cadre de l'augmentation du capital social de la Société mentionnée au point précédent; et
3. Divers.»

Les Actionnaires sont par la présente informés qu'ils peuvent d'ores et déjà prendre connaissance au siège social de la Société du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 5 novembre 2009.

Conformément aux dispositions de l'article 10 paragraphe 3 des statuts de la Société, les Actionnaires sont priés d'effectuer le dépôt de l'original de leur titre au porteur cinq jours francs avant la date de l'Assemblée au siège social de la Société, soit pour le 1^{er} décembre 2009 au plus tard.

Conformément aux dispositions de l'article 10 paragraphe 4 des statuts de la Société, tout Actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non. Des modèles de procuration sont disponibles sur simple demande effectuée par courrier adressé au siège social de la Société à l'attention du conseil d'administration. Les procurations sont ensuite à retourner au siège social de la Société pour le 1^{er} décembre 2009 au plus tard.

Pour toute demande supplémentaire d'information, les Actionnaires sont invités à prendre directement contact auprès de CRIALI INVESTMENT S.A., à l'attention du conseil d'administration, 3, rue des Bains, L-1212 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2009143077/3665/42.

Echiquier, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 60.360.

Le quorum de présence n'ayant pas été atteint à l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 12 novembre 2009, le Conseil d'Administration a décidé d'inviter les Actionnaires de la Société à une nouvelle

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 21 décembre 2009 à 14.00 heures au 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation de la dissolution de la Société et de sa mise en liquidation.
2. Nomination de "KPMG Advisory S.à.r.l." représentée par Monsieur Eric Collard comme liquidateur de la Société et détermination du cadre de sa mission et sa rémunération.
3. Divers.

Conformément aux Statuts du 29 septembre 2006 et à la Loi du 10 août 1915, il n'y a pas de quorum requis pour la tenue de cette Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires et, pour être valables, les résolutions doivent être adoptées à la majorité simple des actions prenant part au vote.

MODALITES D'ADMISSION A L'ASSEMBLEE

Les actionnaires seront admis à l'Assemblée, sur justification de leur identité, à condition d'avoir fait connaître à la Société, à son siège social (16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg / Administration "Echiquier" - Société Générale Securities Services Luxembourg (anciennement EURO-VL Luxembourg S.A.) /JUR, le 18 décembre 2009 au plus tard, leur intention de prendre part, en personne, à l'Assemblée; les actionnaires ne pouvant assister en personne à l'Assemblée pourront s'y faire représenter par toute personne de leur choix, ou voter par procuration (des formules de procuration seront, à cet effet, disponibles au siège social de la Société). Pour être prises en considération, les procurations dûment complétées et signées devront être parvenues au siège social de la Société au plus tard le 18 décembre 2009.

Les personnes assistant à l'Assemblée, en qualité d'actionnaires ou de mandatés, devront pouvoir produire au bureau de l'Assemblée une attestation de blocage de leurs titres en les caisses d'un intermédiaire agréé ou en celles de Société Générale Securities Services Luxembourg (16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg).

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009141818/31.

Sustain S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 23, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 110.062.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra extraordinairement le lundi 7 décembre 2009 à 11.00 heures au 21, Rue de Pont Remy, L - 2423 Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et discussion des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 31.12.2008;
2. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31.12.2008

3. Affectation du résultat ;
4. Décharge à donner aux organes de la société ;
5. Décision à prendre sur base de l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 ;
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009143341/832/19.

Amalto S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 50.203.

The shareholders are hereby convened to the

ORDINARY SHAREHOLDERS' MEETING

which will be held on December 7, 2009 at 11.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Management report of the board of directors and report of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts as of December 31, 2008.
3. Appropriation of results as of December 31, 2008.
4. Discharge to the directors and to the statutory auditor for the performance of their mandates during the related fiscal year.
5. Resignation of Mr Carl SPEECKE as director and discharge.
6. Resignation of Mr Benoît NASR as director and chairman of the board of directors and discharge.
7. Appointment of Mr Georges SCHEUER, company director, born in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) on June 5, 1967, residing professionally in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, as director until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2012.
8. Appointment of Mrs Ruth BRAND, company director, born in Sarnen (Switzerland), on July 21, 1954, residing professionally in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, as director until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2012.
9. Sundry.

The board of directors.

Référence de publication: 2009143342/29/25.

Boduhura Resort S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 91.707.

The shareholders are hereby convened to the

ORDINARY SHAREHOLDERS' MEETING

which will be held on December 7, 2009 at 11.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Management report of the board of directors and report of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts as of December 31, 2008.
3. Appropriation of results.
4. Discharge to the directors and to the statutory auditor for the performance of their mandates during the related fiscal year.
5. Decision on the company's dissolution according to article 100 of the amended Corporate Act of August 10, 1915.
6. Discharge to the resigning director, Mr Pietro LONGO, for the performance of his mandate.
7. Ratification of the co-option of Mr Xavier SOULARD as director decided by the board of directors on November 14, 2008 and appointment of Mr Xavier SOULARD as director until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2014.
8. Resignation of Mr Eric MAGRINI as director and chairman of the board of directors and discharge.
9. Appointment of Mr Jonathan LEPAGE, company director, born in Namur (Belgium), on August 8, 1975, residing professionally in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, as director until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2014.
10. Sundry.

The board of directors.

Référence de publication: 2009143346/29/26.

Wölbern Global Shipping, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 139.726.

Die Aktionäre der Wölbern Global Shipping werden hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 7. Dezember 2009, 13:00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Erläuterung des Verwaltungsrates über die aktuelle Situation der SICAV
2. Abstimmung der Aktionäre über die Beantragung einer Fristverlängerung bei der CSSF um weitere 12 Monate zur Erreichung der im Prospekt vorgeschriebenen Risikodiversifikation
3. Verschiedenes

Die Punkte der Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Um an dieser Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Inhaberaktien ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Geschäftstage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tag der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, sich bis spätestens 4. Dezember 2009 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Zentralverwaltungsstelle der Wölbern Global Shipping (DZ BANK International S.A.) unter der Telefonnummer 00352/44903-4025 oder unter der Fax-Nummer 00352/44903-4009 angefordert werden.

Luxemburg, im November.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2009143347/755/26.

Intfideco, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 24.884.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra anticipativement le 8 décembre 2009 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2009
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009143351/795/15.

Sarasin International Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 133.738.

Die Aktionäre der Sarasin International Funds werden hiermit eingeladen, an der

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

teilzunehmen, die am 11. Dezember 2009 um 11.00 Uhr am Sitz der RBC Dexia Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette abgehalten wird.

Die Ausserordentliche Generalversammlung hat folgenden einzigen Tagesordnungspunkt:

Tagesordnung:

1. Wahl/Bestätigung sowie Austritte des Verwaltungsrats
Neue Verwaltungsräte (vorbehältlich der CSSF-Bewilligung):
Frau Annemarie Arens, 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, Luxemburg

Frau Francine Keiser, 35, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Luxemburg
Herr Volker Sachs, Bonifatiusstrasse, 19, D-63579 Freigericht, Deutschland
Austretende Verwaltungsräte: Herr Jürg Peng, Allschwil, Schweiz

Beschlüsse der Versammlung erfordern kein Quorum und werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst.

Luxemburg, im November 2009.

SARASIN INTERNATIONAL FUNDS
Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2009143348/584/23.

Sarasin Investmentfonds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxemburg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxemburg B 40.633.

Die Aktionäre der Sarasin Investmentfonds werden hiermit eingeladen, an der

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

teilzunehmen, die am *11. Dezember 2009* um 10.00 Uhr am Sitz der RBC Dexia Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette abgehalten wird.

Die Ausserordentliche Generalversammlung hat folgenden einzigen Tagesordnungspunkt:

Tagesordnung:

1. Wahl/Bestätigung sowie Austritte des Verwaltungsrats
Neue Verwaltungsräte (vorbehältlich der CSSF-Bewilligung):
Frau Annemarie Arens, 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, Luxemburg
Frau Francine Keiser, 35, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Luxemburg
Herr Volker Sachs, Bonifatiusstrasse, 19, D-63579 Freigericht, Deutschland
Austretende Verwaltungsräte: Herr Jürg Peng, Allschwil, Schweiz

Beschlüsse der Versammlung erfordern kein Quorum und werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst.

Luxemburg, im November 2009.

SARASIN INVESTMENTFONDS
Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2009143349/584/23.

Sarasin Multi Label Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxemburg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxemburg B 76.310.

Die Aktionäre der Sarasin Multi Label SICAV werden hiermit eingeladen, an der

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

teilzunehmen, die am *11. Dezember 2009* um 9.00 Uhr am Sitz der RBC Dexia Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette abgehalten wird.

Die Ausserordentliche Generalversammlung hat folgenden einzigen Tagesordnungspunkt:

Tagesordnung:

1. Wahl/Bestätigung sowie Austritte des Verwaltungsrats
Neue Verwaltungsräte (vorbehältlich der CSSF-Bewilligung):
Frau Annemarie Arens, 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, Luxemburg
Frau Francine Keiser, 35, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Luxemburg
Herr Volker Sachs, Bonifatiusstrasse, 19, D-63579 Freigericht, Deutschland
Austretende Verwaltungsräte: Herr Jürg Peng, Allschwil, Schweiz

Beschlüsse der Versammlung erfordern kein Quorum und werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst.

Luxemburg, im November 2009.

SARASIN MULTI LABEL SICAV

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2009143350/584/23.

W Industries Finances S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 83.294.

L'Assemblée générale du 14 septembre 2009 n'ayant pu délibérer valablement sur le point ci-dessous, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint, Messieurs les actionnaires sont convoqués à

L'ASSEMBLEE GENERALE

qui se tiendra le vendredi 4 décembre 2009 à 14.00 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Pour le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2009135747/279/14.

Morsa Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 100.890.

The shareholders are hereby convened to a second

ORDINARY SHAREHOLDERS' MEETING

which will be held on Monday, December 7, 2009 at 11 a.m. at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, with the following agenda:

Agenda:

Decision on the company's dissolution according to article 100 of the amended Corporate Act of August 10, 1915.

A first general meeting was held on September 14, 2009, the presence quorum required by article 67-1 of the amended law of August 10, 1915 on commercial companies in order to deliberate validly on the dissolution of the company according to article 100 of the same law, was not met. Therefore the present meeting may validly deliberate on the item of the agenda regardless of the proportion of the capital represented.

The board of directors.

Référence de publication: 2009135873/29/17.

Nexus International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 87.491.

Les actionnaires sont convoqués à une

DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra lundi, le 7 décembre 2009 à 14.30 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Une première assemblée générale a été tenue le 17 septembre 2009, les conditions de quorum de présence requises par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales afin de délibérer sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la même loi n'ont pas été remplies. En conséquence, cette assemblée pourra délibérer valablement sur le point de l'ordre du jour quelle que soit la portion du capital représentée.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2009135875/29/18.

Nagera Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 83.199.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

qui se tiendra au siège social de la société à Luxembourg, 24-28, rue Goethe, le vendredi 27 novembre 2009 à 10.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 30 juin 2009;
2. Examen et approbation des comptes annuels au 30 juin 2009;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. Affectation des résultats;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009134197/546/17.

Fisch Umbrella Fund, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des Fisch Umbrella Fund wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister des Bezirksgerichts Luxemburg in Luxemburg zur Einsicht hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 14. Oktober 2009.

für Fisch Fund Services AG, Société Anonyme

RBC Dexia Investor Services Bank S.A., Société Anonyme

Unterschriften

Référence de publication: 2009129594/12.

(090159161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2009.

Lady Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.
R.C.S. Luxembourg B 89.046.

Brothers Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 28.175.

Sirej A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.
R.C.S. Luxembourg B 71.262.

Neptunia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 64.547.

PROJET DE FUSION - ABSORPTION

Entre d'une part:

LADY HOLDING S.A., une société anonyme ayant son siège social à L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim, inscrite au registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 89.046 (ci-après désignée la "Société Absorbante");

Et d'autre part:

BROTHERS HOLDING S.A., une société anonyme ayant son siège social à L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames, inscrite au registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 28.175;

SIREJ A.G., une société anonyme ayant son siège social à L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim, inscrite au registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 71.262;

NEPTUNIA S.A., une société anonyme ayant son siège social à L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames, inscrite au registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 64.547;

Ci-après désignées collectivement les "Sociétés Absorbées"

Les Sociétés Absorbées et la Société Absorbante, ci-après désignées collectivement les "Sociétés Fusionnantes".

Il a été établi un projet de fusion conformément aux articles 261 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la "Loi") ayant la teneur suivante:

1. Motifs et But de la fusion:

1.1. Présentation des sociétés:

- LADY HOLDING S.A. est une société anonyme constituée à Vaduz (Liechtenstein) suivant acte du 16 décembre 1969, et dont le siège social à été transféré de Vaduz à Luxembourg suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 30 août 2002 publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 1569 du 31 octobre 2002, dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Blanche MOUTRIER, notaire à Esch Sur Alzette en date du 24 juillet 2009, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1566 du 13 août 2009.

La société a pour objet principal la prise et détention de participations dans d'autres sociétés. Le capital social de LADY HOLDING S.A. est composé de 19.685 actions sans désignation de valeur nominale entièrement libérées. Le capital social de LADY HOLDING S.A. s'élève à ce jour à 1.223.619,60 EUR.

- BROTHERS HOLDING S.A. est une société anonyme constituée suivant acte reçu par Maître Alphonse LENTZ, alors notaire de résidence à Remich, en date du 3 juin 1988, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 220 du 16 août 1988 dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire à Luxembourg, en date du 24 janvier 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1406 du 21 juillet 2006.

La société a pour objet principal la prise et détention de participations dans d'autres sociétés ainsi que la détention d'immeubles. Le capital social de BROTHERS HOLDING S.A. est composé de 508.900 actions sans désignation de valeur nominale entièrement libérées. Le capital social de BROTHERS HOLDING S.A. s'élève à ce jour à 4.298.141,89 EUR.

- SIREJ A.G. est une société anonyme constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, alors notaire de résidence à Junglinster, en remplacement de Maître Joseph ELVINGER empêché, en date du 28 juillet 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 824 du 5 novembre 1999 et dont les statuts n'ont jamais été modifiés.

La société a pour objet principal la prise et détention de participations dans d'autres sociétés. Le capital social de SIREJ A.G. est composé de 310 actions d'une valeur nominale de 100,- EUR chacune, entièrement libérées. Le capital social SIREJ A.G. s'élève à ce jour à 31.000,- EUR.

- NEPTUNIA S.A. est une société anonyme constituée suivant acte reçu par Maître Alphonse LENTZ, alors notaire de résidence à Remich, en date du 20 mai 1988, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 575 du 7 août 1988 dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire à Luxembourg, en date du 15 juillet 2003, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 894 du 2 septembre 2003.

La société a pour objet principal la prise et détention de participations dans d'autres sociétés ainsi que la détention d'immeubles. Le capital social de NEPTUNIA S.A. est composé de 18.000 actions d'une valeur nominale de 25,- EUR chacune, entièrement libérées. Le capital social de NEPTUNIA S.A. s'élève à ce jour à 450.000,- EUR.

1.2. Motifs et buts de la fusion:

La restructuration, objet de cette fusion, aura un caractère purement interne au groupe et aura pour but de simplifier la structure actuelle du groupe.

2. Arrêté des comptes. La date à laquelle ont été arrêtés les comptes des Sociétés Fusionnantes est le 30 septembre 2009.

Un état comptable non audité de chaque Société Fusionnante au 30 septembre 2009, soit antérieur de moins de trois mois à la date du projet de fusion a été arrêté et sera mis à disposition des actionnaires de chacune des Sociétés Fusionnantes au siège social respectif de chacune un mois au moins avant la date de la réunion de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de fusion, conformément aux dispositions de l'article 267 de la Loi.

3. Méthode d'évaluation. S'agissant d'une restructuration interne du groupe, les évaluations ont été faites sur base des valeurs comptables au 30 septembre 2009, et en tenant compte de la valeur intrinsèque, laquelle est déterminée sur base de la quote-part de l'actif net ajusté des plus et moins values latente.

Le rapport d'échange correspond au rapport de la valeur intrinsèque d'une action de la Société Absorbante par rapport à la valeur intrinsèque d'une action des Sociétés Absorbées.

Il n'y a pas eu de difficultés particulières d'évaluation.

Le rapport d'échange entre les actions sera soumis à l'appréciation d'experts indépendants conformément à l'article 266 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (telle que modifiée- ci-après "la Loi").

4. Désignation des éléments d'actif apportés et du passif pris en charge. Les conseils d'administration des Sociétés Fusionnantes proposent d'effectuer une fusion ayant pour effet de transmettre l'intégralité du patrimoine, activement et passivement, tel qu'il existera au jour de la réalisation de la fusion des Sociétés Absorbées à la Société Absorbante et ce conformément aux dispositions de l'article 274 de la Loi.

5. Rapport d'échange des droits sociaux. Le rapport d'échange est déterminé selon la méthode d'évaluation décrite au point 3.

Comme il a été indiqué ci-dessus, la valorisation des actions des Sociétés Fusionnantes a été établie par les conseils d'administration des Sociétés Fusionnantes et soumise à l'appréciation de quatre experts indépendants désignés en vertu de l'article 266 de la Loi, à savoir la Fiduciaire Joseph Treis Sàrl pour LADY HOLDING S.A., Teamaudit S.A pour BROTHERS HOLDING S.A., EWA Révision Sàrl pour SIREJ A.G., et Grant Thornton Lux Audit S.A. pour NEPTUNIA S.A.

Ratio d'échange:

Le ratio d'échange retenu est de:

- 1 action LADY HOLDING S.A. pour 155,70 actions BROTHERS HOLDING S.A., soit 3.268,73 actions LADY HOLDING S.A. pour 508.900 actions BROTHERS HOLDING S.A., arrondi à 3.268 actions LADY HOLDING S.A. pour 508.900 actions BROTHERS HOLDING S.A. La soulte de 2.125,79-Eur sera incorporée à la prime de fusion.

- 1 action LADY HOLDING S.A. S.A. pour 0,03 action SIREJ A.G., soit 9.722,19 actions LADY HOLDING S.A. pour 310 actions SIREJ A.G, arrondi à 9.722 actions LADY HOLDING S.A. pour 310 actions SIREJ A.G. La soulte de 559,77 Eur sera incorporée à la prime de fusion.

- 1 action LADY HOLDING S.A. S.A. pour 5,60 actions NEPTUNIA S.A., soit 3.214,72 actions LADY HOLDING S.A. pour 18.000 actions NEPTUNIA S.A., arrondi à 3.214 actions LADY HOLDING S.A. pour 18.000 actions NEPTUNIA S.A. La soulte de 2.107,18 Eur sera incorporée à la prime de fusion.

L'opération s'effectuera avec une prime de fusion totale d'un montant de 50.0046.082,30 EUR (dont 4.792,74 Eur de soulte de fusion), soit:

- Pour BROTHERS HOLDING S.A., 12.970.311,52 Eur de prime de fusion augmentée d'une soulte de fusion d'un montant de 2.125,79 Eur;

- Pour SIREJ A.G, 25.842.470 Eur de prime de fusion augmentée d'une soulte de fusion d'un montant de 559,77 Eur;

- Pour NEPTUNIA S.A., 11.228.508,04 Eur de prime de fusion augmentée d'une soulte de fusion d'un montant de 2.107,18 Eur.

6. Propriété, Jouissance et Date d'effet comptable et fiscal.

6.1. Propriété et jouissance:

La Société Absorbante sera propriétaire des biens apportés des Sociétés Absorbées à compter de la date de réalisation définitive de la fusion.

La fusion sera définitivement réalisée par l'approbation des assemblées générales extraordinaires de LADY HOLDING S.A, de BROTHERS HOLDING S.A, de SIREJ A.G. et de NEPTUNIA S.A. qui se tiendront le ou après le 22 décembre 2009.

La remise des actions de la Société Absorbante se fera par la remise de titres au porteur au jour de la réalisation de la fusion.

6.1. Date d'effet comptable:

La fusion sera effective d'un point de vue comptable et fiscal à la date du 1^{er} octobre 2009.

7. Charges et Conditions. L'apport à titre de fusion de tous les actifs de BROTHERS HOLDING S.A., de SIREJ A.G. et de NEPTUNIA S.A. à LADY HOLDING S.A. est fait à charge pour LADY HOLDING S.A. de supporter en l'acquit tout le passif des Sociétés Absorbées.

En conséquence, conformément aux dispositions de l'article 268 de la Loi, les créanciers des Sociétés Absorbées dont la créance sera antérieure à la publication du présent projet de fusion pourront demander la constitution de sûretés dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent projet de fusion.

L'apport à titre de fusion des Sociétés Absorbées est en outre consenti et accepté aux charges et conditions suivantes:

- LADY HOLDING S.A. prendra les biens et droits apportés dans l'état où ils se trouveront à la date de réalisation définitive de la fusion.

- A compter de la réalisation définitive de la fusion, LADY HOLDING S.A. supportera et acquittera tous impôts et taxes ainsi que toutes charges quelconques afférentes aux biens et droits apportés.

- LADY HOLDING S.A. sera substituée purement et simplement dans le bénéfice et les obligations de tous contrats et conventions intervenus avec les tiers.

- LADY HOLDING S.A. sera subrogée purement et simplement dans les droits, actions, hypothèques, privilèges, garanties et sûretés personnelles ou réelles qui peuvent être attachés aux créances apportées.

- LADY HOLDING S.A. remplira, le cas échéant, toutes formalités requises en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des divers éléments d'actif apportés.

8. Rémunération de l'apport-fusion. Sous réserve que le nombre d'actions BROTHERS HOLDING S.A. ne soit pas modifié jusqu'à la date de réalisation définitive de la fusion, il sera créé 3.268 actions LADY HOLDING S.A. en échange des actions BROTHERS HOLDING S.A.

Sous réserve que le nombre d'actions SIREJ A.G. ne soit pas modifié jusqu'à la date de réalisation définitive de la fusion, il sera créé 9.722 actions LADY HOLDING S.A. en échange des actions SIREJ A.G.

Sous réserve que le nombre d'actions NEPTUNIA S.A. ne soit pas modifié jusqu'à la date de réalisation définitive de la fusion, il sera créé 3.214 actions LADY HOLDING S.A. en échange des actions NEPTUNIA S.A.

LADY HOLDING S.A. émettra, à titre d'augmentation de capital, 16.204 actions nouvelles soit pour un montant nominal total de 1.007.240,64 EUR.

Ces actions nouvelles seront attribuées aux actionnaires existants des Sociétés Fusionnantes et porteront jouissance à la date de réalisation définitive de la fusion.

Elles donneront droit à toute distribution de réserves décidée postérieurement à leur émission.

9. Augmentation de capital. Ainsi qu'il est dit à l'article 8 ci-dessus, LADY HOLDING S.A. créera 16.204 actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, en rémunération de l'apport-fusion de BROTHERS HOLDING S.A., de SIREJ A.G. et de NEPTUNIA S.A. et procédera ainsi à une augmentation de capital d'un montant de 1.007.240,64- EUR.

Le capital de LADY HOLDING S.A. sera donc augmenté de 1.007.240,64- EUR
et ainsi porté de 1.223.619,60- EUR
à 2.230.860,24- EUR

Le capital de LADY HOLDING S.A. sera alors divisé en 35.889 actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

Les 16.204 actions nouvelles seront soumises à toutes dispositions statutaires de LADY HOLDING S.A. et jouiront des mêmes droits que les actions anciennes, sous réserve de leur date de jouissance.

Ces actions nouvelles seront toutes négociables dès la réalisation définitive de l'augmentation de capital de LADY HOLDING S.A.

10. Dissolution de BROTHERS HOLDING S.A., de SIREJ S.A. et de NEPTUNIA S.A. BROTHERS HOLDING S.A., SIREJ A.G. et NEPTUNIA S.A. se trouveront dissoutes de plein droit à la date de réalisation définitive de la fusion.

Le passif de BROTHERS HOLDING S.A., de SIREJ A.G. et de NEPTUNIA S.A. devant être entièrement pris en charge par LADY HOLDING S.A., la dissolution de BROTHERS HOLDING S.A., de SIREJ A.G. et de NEPTUNIA S.A. du fait de la fusion, ne sera suivie d'aucune opération de liquidation.

11. Conditions de réalisation de la fusion. La fusion par absorption de BROTHERS HOLDING S.A. de SIREJ A.G. et de NEPTUNIA S.A. par LADY HOLDING S.A., l'augmentation de capital de LADY HOLDING S.A. et la dissolution sans liquidation de BROTHERS HOLDING S.A., SIREJ A.G. et NEPTUNIA S.A. qui en résultent, ne deviendront définitives que sous réserve, et du seul fait, de la levée des conditions suspensives suivantes:

- approbation par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de BROTHERS HOLDING S.A. de la présente convention et de l'apport- fusion y contenu;
- approbation par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de SIREJ A.G. de la présente convention et de l'apport- fusion y contenu;
- approbation par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de NEPTUNIA S.A. de la présente convention et de l'apport- fusion y contenu;
- approbation par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de LADY HOLDING S.A. de la présente convention et de l'apport- fusion y contenu ainsi que de l'augmentation de capital y corrélative.

La tenue des assemblées générales de BROTHERS HOLDING S.A., SIREJ A.G., de NEPTUNIA S.A. et de LADY HOLDING est prévue pour le ou après le 22 décembre 2009.

12. Déclarations fiscales. Au regard de l'impôt sur les sociétés, les parties déclarent placer la fusion dans son intégralité sous le bénéfice des articles 170 et suivants LIR. LADY HOLDING S.A. s'engage notamment, sous réserve de tout redressement opéré par l'administration fiscale, à respecter les engagements suivants:

- reprendre à son passif les provisions dont l'imposition est différée par BROTHERS HOLDING S.A., SIREJ A.G. et NEPTUNIA S.A.;
- calculer les plus-values réalisées, le cas échéant, à l'occasion d'une cession ultérieure des immobilisations non amortissables qui lui sont apportées d'après la valeur qu'elles avaient, du point de vue fiscal, dans les livres de BROTHERS HOLDING S.A., SIREJ A.G. et de NEPTUNIA S.A.;
- se substituer à BROTHERS HOLDING S.A., SIREJ A.G. et à NEPTUNIA S.A. pour la réintégration des résultats dont l'imposition aura été différée par ces dernières;
- le cas échéant, réintégrer dans ses bénéfices imposables, dans les délais et conditions fixées par la loi, les plus-values dégagées lors de l'apport des biens amortissables;

- inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les livres de BROTHERS HOLDING S.A., SIREJ A.G. et NEPTUNIA S.A.. A défaut, LADY HOLDING S.A. devra inclure dans ses résultats de l'exercice au cours duquel intervient l'apport le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les livres de BROTHERS HOLDING S.A., SIREJ A.G. et NEPTUNIA S.A.

13. Droits spéciaux. La Société Absorbante ne confère pas de droits spéciaux à ses actionnaires au sens de l'article 261 (2) f) de la Loi.

14. Avantages particuliers. Il n'a été attribué aucun avantage particuliers aux experts indépendants au sens de l'article 266 de la Loi, aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des Sociétés Fusionnantes, honnis la rémunération des experts indépendants dont les rapports sont requis selon l'article 266 de ladite Loi.

15. Frais. Tous les frais, droits et honoraires auxquels donneront ouverture les présentes et leur réalisation incomberont à LADY HOLDING S.A.

16. Election de domicile. Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les soussignés, ès qualités, font respectivement élection de domicile au siège de la société qu'ils représentent.

17. Pouvoirs. Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour remplir toutes formalités et effectuer toutes déclarations, significations, dépôts et publications qui pourraient être nécessaires ou utiles.

18. Documents. Le projet de fusion, les comptes annuels ainsi que les rapports de gestion des trois derniers exercices de BROTHERS HOLDING S.A, SIREJ A.G, NEPTUNIA S.A. et LADY HOLDING S.A, les comptes de ces sociétés utilisés pour établir les conditions de l'opération de fusion, les rapports des conseils d'administration et des experts indépendants sur la fusion de BROTHERS HOLDING S.A, SIREJ A.G, de NEPTUNIA S.A. et LADY HOLDING S.A. sont disponibles et pourront être consultés au siège social de chacune des Sociétés Fusionnantes pour inspection par les actionnaires un mois au moins avant la date des assemblées générales devant statuer sur la fusion de BROTHERS HOLDING S.A, SIREJ A.G, NEPTUNIA S.A. et LADY HOLDING S.A.

Le présent texte, établi conjointement par les conseils d'administration des Sociétés Fusionnantes, a été signé le 12 novembre 2009 à Luxembourg, en original, chaque version étant équivalente, aux fins d'être déposé au registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg et d'être publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, un mois au moins avant la date de la réunion de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires des Sociétés Absorbées et de la Société Absorbante appelées à se prononcer sur le présent projet de fusion, conformément aux articles 263 et 269 de la loi.

Luxembourg, le 12 novembre 2009.

LADY HOLDING S.A.

Charles DURO / Marianne GOEBEL

Administrateur / Administrateur

BROTHERS HOLDING S.A.

Karine MASTINU / Charles DURO

Administrateur / Administrateur

SIREJ A.G.

Marianne GOEBEL / Charles DURO

Administrateur / Administrateur

NEPTUNIA S.A.

Marianne GOEBEL / Karine MASTINU

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009142302/237.

(090174913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2009.

Sauren Fonds-Select Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 68.351.

Im Jahre zweitausendundneun, am sechszwanzigsten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxemburg,

Sind die Aktionäre der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital ("société d'investissement à capital variable") "Sauren Fonds-Select SICAV", mit Sitz in L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison, eingetragen im Handels- und Gesell-

schaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 68351, zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gegründet gemäß notarieller Urkunde vom 9. Februar 1999, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 141 vom 4. März 1999. Die Satzung wurde zuletzt abgeändert gemäß notarieller Urkunde vom 11. September 2007, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 2465 vom 31. Oktober 2007.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Frau Vera AUGSDÖRFER, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Strassen, eröffnet.

Die Vorsitzende beruft zum Protokollführer Herr Maxime MÜLLER, Bankangestellter, beruflich wohnhaft in Strassen.

Die Versammlung wählt einstimmig zur Stimmzählerin Frau Ursula BERG, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Strassen.

Sodann gab die Vorsitzende folgende Erklärungen ab:

I.- Die anwesenden oder vertretenen Aktieninhaber und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste, unterschrieben von den Aktieninhabern oder deren Bevollmächtigte, dem Versammlungsbüro und dem unterzeichneten Notar, aufgeführt.

II.- Die gegenwärtige Generalversammlung wurde einberufen durch Einladungen mit der hiernach angegebenen Tagesordnung veröffentlicht:

- im Mémorial C, vom 22. September 2009 und vom 8. Oktober 2009,
- in der Tageszeitung "d'Wort" am 22. September 2009 und am 8. Oktober 2009,
- in der Tageszeitung "Tageblatt" am 22. September und am 8. Oktober 2009,
- in der "Börsenzeitung" am 22. September 2009 und am 8. Oktober 2009.

III.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung

1. Änderung und Aktualisierung der Satzung der Investmentgesellschaft. Die Änderungen betreffen Artikel 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 22, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 und 32 der Satzung. Ein Entwurf der Satzung ist auf Anfrage bei der Investmentgesellschaft erhältlich.

2. Verschiedenes

IV.- I.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass 739.359 Aktien anlässlich der gegenwärtigen Generalversammlung, vertreten sind.

Die Vorsitzende teilt der Versammlung mit, dass eine erste ausserordentliche Generalversammlung mit derselben Tagesordnung für den 21. September 2009 einberufen worden war und dass diese Generalversammlung nicht beschlussfähig war, da die notwendige Anwesenheitsquote nicht erreicht war.

Gegenwärtige Generalversammlung ist gemäß Artikel 67-1 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften beschlussfähig, gleich wie viele Anteile anwesend oder vertreten sind.

Alsdann wurden nach Eintritt in die Tagesordnung folgende Beschlüsse gefasst mit 738.543 Ja Stimmen und 816 Nein Stimmen:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Änderung und Aktualisierung der Satzung der Investmentgesellschaft (die Änderungen betreffen Artikel 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 22, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 und 32 der Satzung).

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst, dass das Geschäftsjahr ab 2010 am 1. Juli beginnt und am 30. Juni des darauffolgenden Jahres endet.

Das Geschäftsjahr das am 1. Januar 2010 beginnt wird am 30. Juni 2010 enden. Ab 2010 wird die jährliche Generalversammlung am vierten Mittwoch im November eines jeden Jahres um 11:00 Uhr abgehalten.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst sodann die Satzung der Gesellschaft wie folgt neuzufassen:

I. Name, Namensgebung, Sitz, Dauer und Zweck der Investmentgesellschaft

Art. 1. Name und Namensgebung. Zwischen den erschienenen Parteien und allen, die Eigentümer von später ausgegebenen Aktien werden, wird eine Investmentgesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft als "Société d'Investissement à capital variable", unter dem Namen Sauren Fonds-Select Sicav ("Investmentgesellschaft") gegründet. Die Investmentgesellschaft ist eine Umbrella-Konstruktion, die mehrere Unterfonds ("Teilfonds") umfassen kann.

Art. 2. Gesellschaftssitz. Gesellschaftssitz ist Strassen, Großherzogtum Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft kann der Gesellschaftssitz an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde Strassen verlegt werden und können Niederlassungen und Repräsentanzen an einem anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg sowie im Ausland gegründet oder eröffnet werden.

Aufgrund eines bestehenden oder unmittelbar drohenden politischen, militärischen oder anderen Notfalls von höherer Gewalt außerhalb der Kontrolle, Verantwortlichkeit und Einflussmöglichkeit der Investmentgesellschaft, der die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigt, kann der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft durch einen einfachen Beschluss den Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur Wiederherstellung von normalen Verhältnissen ins Ausland verlegen. In diesem Falle wird die Investmentgesellschaft die luxemburgische Nationalität jedoch beibehalten.

Art. 3. Dauer. Die Investmentgesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

Die Auflösung kann jederzeit durch eine Versammlung der Aktionäre beschlossen werden und zwar in der Form, wie sie für Satzungsänderungen vorgesehen ist, und gemäß Artikel 32 dieser Satzung.

Art. 4. Gesellschaftszweck.

1. Ausschließlicher Zweck der Investmentgesellschaft ist die Anlage in Investmentanteile von Investmentfonds und/ oder Investmentgesellschaften des offenen Typs und anderer gemäß dieser Satzung zulässiger Vermögenswerte nach dem Grundsatz der Risikostreuung und dem Ziel, eine angemessene Wertentwicklung in Euro zugunsten der Aktionäre zu erwirtschaften.

2. Die Investmentgesellschaft kann alle anderen Maßnahmen treffen, die ihrem Gesellschaftszweck dienen oder nützlich sind unter Berücksichtigung der im Luxemburger Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen (einschließlich Änderungsgesetzen) ("Gesetz vom 20. Dezember 2002") und im Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (einschließlich Änderungsgesetzen) ("Gesetz vom 10. August 1915") festgelegten Beschränkungen.

Art. 5. Anlagepolitik. Ziel der Anlagepolitik der Investmentgesellschaft ist das Erreichen einer angemessenen Wertentwicklung in der Währung des jeweiligen Teilfonds ("Teilfondswährung") durch eine diversifizierte Vermögensanlage unter Ertrag- und Kapitalzuwachs Gesichtspunkten in Anteilen oder Aktien mehrerer unterschiedlicher Zielfonds sowie in andere zulässige Vermögensgegenstände (wie nachfolgend definiert).

Die teilfondsspezifische Anlagepolitik wird in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt für den jeweiligen Teilfonds beschrieben.

Das jeweilige Teilfondsvermögen wird unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung nach den nachfolgend beschriebenen anlagepolitischen Grundsätzen und innerhalb der Anlagebeschränkungen gemäß diesem Artikel angelegt werden.

Bei der Festlegung und Umsetzung der Anlagepolitik wird der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft dafür sorgen, dass die folgenden Anlageregeln eingehalten werden:

1. Im Rahmen der Umsetzung der teilfondsspezifischen Anlagepolitik können für den jeweiligen Teilfonds

a) ausschließlich Investmentanteile folgender Arten von Investmentfonds und/ oder Investmentgesellschaften erworben werden:

aa) in der Bundesrepublik Deutschland aufgelegte Sondervermögen, die die Voraussetzungen der Richtlinie 85/611/EWG erfüllen,

und/oder

ausländische Investmentvermögen, die die Voraussetzungen der Richtlinie 86/611/EWG entsprechend erfüllen,

und/oder

bb) in der Bundesrepublik Deutschland aufgelegte Investmentaktiengesellschaften, die keine Spezialfonds sind und bei denen insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung der Vermögensgegenstände, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und die Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten bestehen, die den Anforderungen der Richtlinie 85/611/EWG gleichwertig sind,

und/oder

ausländische Investmentvermögen, die die Voraussetzungen für Investmentaktiengesellschaften, die keine Spezialfonds sind und bei denen insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung der Vermögensgegenstände, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und die Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten bestehen, die den Anforderungen der Richtlinie 85/611/EWG gleichwertig sind, entsprechend erfüllen,

und/oder

cc) in der Bundesrepublik Deutschland aufgelegte Sondervermögen mit zusätzlichen Risiken und/oder Investmentaktiengesellschaften, deren Satzung eine den Sondervermögen mit zusätzlichen Risiken vergleichbare Anlageform vorsieht (deutsche Single-Hedgefonds),

und/oder

ausländische Investmentvermögen, die die Voraussetzungen für in der Bundesrepublik Deutschland aufgelegte Sondervermögen und/oder Investmentaktiengesellschaften mit zusätzlichen Risiken (ausländische Single-Hedgefonds), entsprechend erfüllen,

und/oder

dd) in der Bundesrepublik Deutschland aufgelegte Immobilien-Sondervermögen, die keine Spezial-Sondervermögen sind,

und/oder

ausländische Investmentvermögen, die die Voraussetzungen für Immobilien-Sondervermögen, die keine Spezial-Sondervermögen sind, entsprechend erfüllen,

und/oder

ee) in der Bundesrepublik Deutschland aufgelegte Sondervermögen im Sinne des § 90g des deutschen Investmentgesetzes ("InvG") und/oder Investmentaktiengesellschaften, deren Satzung eine diesen Sondervermögen vergleichbare Anlageform vorsieht, (Sonstige Sondervermögen),

und/oder

ausländische Investmentvermögen, die die Voraussetzungen für Sonstige Sondervermögen entsprechend erfüllen,

und/oder

ff) in der Bundesrepublik Deutschland aufgelegte Sondervermögen im Sinne des § 83 InvG und/oder Investmentaktiengesellschaften, deren Satzung eine diesen Sondervermögen vergleichbare Anlageform vorsieht, (Gemischte Sondervermögen),

und/oder

ausländische Investmentvermögen, die die Voraussetzungen für Gemischte Sondervermögen entsprechend erfüllen

und/oder

gg) andere Investmentvermögen,

- die keine Spezialfonds sind und die in ihrem Sitzland nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer wirksamen öffentlichen Aufsicht zum Schutz der Anleger unterstellen, und ausreichende Gewähr für eine befriedigende Zusammenarbeit zwischen der Aufsichtsbehörde in deren jeweiligem Sitzland und der Luxemburger Aufsichtsbehörde besteht und

- bei denen das Schutzniveau des Anlegers dem Schutzniveau eines Anlegers in ein Investmentvermögen, das der Richtlinie 85/611/EWG entspricht, gleichwertig ist und bei denen insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung der Vermögensgegenstände, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und die Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten bestehen, die den Anforderungen der Richtlinie 85/611/EWG gleichwertig sind, und

- bei denen die Geschäftstätigkeit Gegenstand von Jahres- und Halbjahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden, und

- bei denen die Anteile ohne eine Begrenzung der Zahl der Anteile angeboten werden und die Anleger das Recht zur Rückgabe der Anteile haben

(insgesamt die "Zielfonds" genannt).

Die Teilfonds dürfen darüber hinaus in Hedgefondsanteile investieren, die in der rechtlichen Struktur eines Master-Feeder-Fonds bestehen, wenn diese aufgrund einer wirtschaftlichen Betrachtungsweise als Einheit gelten.

b) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente erworben werden,

aa) die an einer Börse eines Drittstaates amtlich notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt eines Drittstaates, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, zugelassen sind oder gehandelt werden;

bb) die an einem anderen geregelten Markt in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder in einem Mitgliedstaat des Abkommens über den Europäischen Wirtschaftsraum ("Mitgliedstaat"), der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, zugelassen sind oder gehandelt werden;

Die oben unter Nrn. 1.b) aa) und bb) genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente werden an Wertpapierbörsen oder anderen geregelten Märkten innerhalb von Nordamerika, Südamerika, Australien (einschließlich Ozeanien), Afrika, Asien und/oder Europa amtlich notiert oder gehandelt.

cc) die nicht zum amtlichen Markt an einer Börse zugelassen oder in einen anderen geregelten Markt einbezogen sind.

c) Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten können bei Kreditinstituten getätigt werden, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat hat oder, falls der Sitz des Kreditinstituts in einem Drittstaat liegt, es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der Luxemburger Aufsichtsbehörde denen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind.

d) abgeleitete Finanzinstrumente ("Derivate"), einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, erworben werden, die an einem der unter Nrn. 1b) aa) oder bb) bezeichneten geregelten Märkte gehandelt werden, und/oder abgeleitete Finanzinstrumente, die nicht an einer Börse gehandelt werden ("OTC-Derivate"), sofern

- es sich bei den Basiswerten um Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, Investmentanteile mit Ausnahme von Anteilen an den unter Nr. 1.a) dd) genannten Investmentvermögen, oder um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die der jeweilige Teilfonds gemäß den in der Satzung genannten Anlagezielen investieren darf,
- die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der Luxemburger Aufsichtsbehörde zugelassen sind,
- die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative des jeweiligen Teilfonds zum angemessenen Zeitwert veräußert, liquidiert oder durch ein Geschäft glattgestellt werden können,
- und diese Derivate und OTC-Derivate, ohne den Anlagecharakter des jeweiligen Teilfonds zu verändern, im Hinblick auf eine effiziente Verwaltung des Portfolios des jeweiligen Teilfonds eingesetzt werden.

2. Ausstellergrenzen / Risikostreuung

a) Bei der Anlage in Zielfonds:

aa) Das Teilfondsvermögen darf nicht mehr als 20% des Netto-Teilfondsvermögens in Anteilen eines Einzigen der vorstehend unter Nrn. 1.a) aa), bb), dd), ff) oder gg) aufgeführten "Zielfonds" anlegen. Für die Anwendung dieser Anlagegrenze von 20% ist jeder Teilfonds eines Zielfonds mit mehreren Teilfonds als eigenständiger Zielfonds anzusehen, unter der Bedingung, dass diese Teilfonds Dritten gegenüber nicht gesamtschuldnerisch für Verpflichtungen der verschiedenen Teilfonds haften.

bb) Zusätzlich zu diesen Anlagegrenzen darf das jeweilige Teilfondsvermögen insgesamt nicht mehr als 30% des Netto-Teilfondsvermögens in Anteilen von "Zielfonds", die vorstehend unter Nrn. 1.a) cc) und ee) aufgeführt sind, anlegen.

cc) Für das Teilfondsvermögen dürfen Anteile an "Zielfonds", die vorstehend unter Nrn. 1.a) aa), bb), dd) ff) oder gg) aufgeführt sind, nur dann erworben werden, wenn jeder dieser "Zielfonds" nach seinen Vertragsbedingungen bzw. der Satzung seiner Investmentgesellschaft seinerseits insgesamt höchstens 10% des Wertes seines Vermögens in Anteilen an anderen Investmentvermögen anlegen darf.

dd) Für das Teilfondsvermögen dürfen Anteile an "Zielfonds", die vorstehend unter Nrn. 1 a) cc) und ee) aufgeführt sind nur dann erworben werden, wenn nicht mehr als zwei Zielfonds vom gleichen Emittenten oder Fondsmanager erworben werden und jeder dieser "Zielfonds" seinerseits nicht in Anteile an anderen Investmentvermögen anlegt.

Bei der Auswahl und Überwachung der Zielfonds wendet der Fondsmanager ein sorgfältiges Selektions- und Kontrollverfahren (sog. "Due Diligence") an, welches grundsätzlich die folgenden Kriterien umfasst:

Qualitative Kriterien

- Beurteilung des Fondsmanagers hinsichtlich Ausbildung, Erfahrung, Persönlichkeit,
- Anlagestil, Anlagestrategie und Anlageentscheidungsprozesse,
- Brancheninterne und -externe Referenzen,
- Informationen über die Zielfonds (Prospekte, Jahres- und Halbjahresberichte)
- Ruf der Verwaltungsstelle und der Depotbank

Quantitative Kriterien:

- Vergleich der Zielfonds hinsichtlich Performance, Sharpe Ratio, Volumen und Entwicklung, Gebührenstruktur
- Rücknahme- und Zeichnungsbedingungen

ee) Der Wert der Zielfondsanteile darf 51% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens nicht unterschreiten.

ff) Für Zielfonds, die als Hedgefonds sogenannte alternative Anlagestrategien verfolgen, gelten zusätzlich folgende Anlagegrundsätze:

- Diese Zielfonds dürfen ihr Vermögen unter Einhaltung des Prinzips der Risikomischung ausschließlich in Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, Derivate, Bankguthaben, stille Beteiligungen im Sinne des deutschen Handelsgesetzbuches an einem Unternehmen mit Sitz und Geschäftsleitung in der Bundesrepublik Deutschland, wenn deren Verkehrswert ermittelt werden kann, Edelmetalle sowie in Terminkontrakte auf Waren, die an organisierten Märkten gehandelt werden und Unternehmensbeteiligungen, wenn deren Verkehrswert ermittelbar ist, anlegen.

Die Vertragsbedingungen dieser Zielfonds müssen mindestens eine der folgenden Bedingungen erfüllen:

- Eine Steigerung des Investitionsgrades durch grundsätzlich unbeschränkte Kreditaufnahmen für Rechnung ihrer Anleger oder durch den Einsatz von Derivaten (Leverage)
- Der Verkauf von Vermögensgegenständen für gemeinschaftliche Rechnung der Anleger, die im Zeitpunkt des Geschäftsabschlusses nicht zum Sondervermögen gehören (Leerverkauf).

Diese Zielfonds müssen hinsichtlich keiner der beiden vorgenannten Alternativen eine Beschränkung aufweisen.

- Die Anlage in Beteiligungen an Unternehmen, die nicht an einer Börse zugelassen oder in einen organisierten Markt einbezogen sind, ist auf maximal 30% des Wertes des Zielfondsvermögens beschränkt.

- Die Vermögensgegenstände dieser Zielfonds müssen von einer Depotbank verwahrt werden oder die Funktionen der Depotbank müssen von einer vergleichbaren Einrichtung (Prime Broker) wahrgenommen werden, wobei vertraglich sichergestellt sein muss, dass die Depotbank für ein Verschulden der von ihr unmittelbar eingeschalteten Einrichtung wie für eigenes Verschulden haftet.

- Diese Zielfonds dürfen ihre Mittel nicht ihrerseits wieder in andere Investmentvermögen anlegen.
- Bei diesen Zielfonds kann es sich sowohl um regulierte Investmentfonds oder Investmentgesellschaften, als auch um nicht regulierte Investmentfonds oder Investmentgesellschaften handeln. Diese nicht regulierten Investmentfonds und Investmentgesellschaften unterliegen hinsichtlich ihrer Anlagepolitik Anforderungen, die denen für deutsche Single-Hedgafonds vergleichbar sind, sie unterliegen jedoch möglicherweise keiner mit dem deutschen Investmentgesetz vergleichbaren staatlichen Aufsicht zum Schutz der Anleger, d.h. sie werden nicht durch eine Aufsichtsbehörde kontrolliert und für sie sind keine Gesetze bzgl. Anlegerschutz vorgesehen. Die Investmentgesellschaft darf nicht in ausländische Zielfonds aus Staaten anlegen, die bei der Bekämpfung der Geldwäsche nicht im Sinne internationaler Vereinbarungen kooperieren.

Die Investmentgesellschaft stellt sicher, dass ihr sämtliche für die Anlageentscheidung notwendigen Informationen über diese Zielfonds vorliegen, mindestens jedoch:

- der letzte Jahres- und Halbjahresbericht, sofern ein solcher bereits vorliegt;
- die Vertragsbedingungen und Verkaufsprospekte oder gleichwertige Dokumente
- Informationen zur Organisation, zum Management, zur Anlagepolitik, zum Risikomanagement und zur Depotbank oder einer vergleichbaren Einrichtung.
- Angaben zu Anlagebeschränkungen, zur Liquidität, zum Umfang des Leverage und zur Durchführung von Leerverkäufen.

Hinsichtlich der für die Anlage der Zielfonds maßgeblichen Personen beurteilt die Investmentgesellschaft, ob die für die Anlageentscheidung verantwortlichen Personen dieser Zielfonds über eine allgemeine fachliche Eignung für die Durchführung von Hedgefonds-Geschäften verfügen und ein dem Fondsprofil entsprechendes Erfahrungswissen sowie praktische Kenntnisse vorliegen. Die Investmentgesellschaft fordert zu diesem Zweck von der Geschäftsleitung der Zielfonds u.a. die Lebensläufe der für die Anlageentscheidung verantwortlichen Personen an.

- Die Investmentgesellschaft hat diese Zielfonds, in die sie das Vermögen des Fonds anlegt, in Bezug auf die Einhaltung der Anlagestrategien und Risiken laufend zu überwachen und sich regelmäßig allgemein anerkannte Risikoziffern vorlegen zu lassen. Die Methode, nach der die Risikoziffer errechnet wird, muss der Gesellschaft von dem jeweiligen Zielfonds angegeben und erläutert werden. Die Depotbank dieser Zielfonds oder eine vergleichbare Einrichtung hat eine Bestätigung des Wertes des Zielfonds vorzulegen.

gg) Weitere zielfondsspezifische Angaben

- Die einzelnen Teilfonds können sich hinsichtlich der Arten der Zielfonds sowie hinsichtlich ihrer Gewichtung in Bezug auf die anlagepolitischen Zielsetzungen der Zielfonds unterscheiden. Diese Gesichtspunkte werden für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zu diesem Verkaufsprospekt aufgeführt.

- Es kann bei der Investition in Anteile von Zielfonds auch in Investmentvermögen investiert werden, bei denen die Rücknahme der Anteile Beschränkungen unterliegt.

- Der Umfang in dem in Anteilen von Nicht-Luxemburger Zielfonds angelegt werden darf, ist nicht begrenzt.

- Der jeweilige Teilfonds darf nicht in Anteile ausländischer Zielfonds aus Staaten anlegen, die bei der Bekämpfung der Geldwäsche nicht im Sinne internationaler Vereinbarungen kooperieren (Non-Cooperative Countries and Territories (NCCTs)).

- Für den jeweiligen Teilfonds dürfen keine Anteile von Venture Capital- und Private Equity Fonds erworben werden.

- Die Teilfonds dürfen auch in Teilfonds einer Umbrella-Konstruktion anlegen. Als Zielfonds dürfen jedoch nur solche Teilfonds der Umbrella-Konstruktion erworben werden, bei denen ein Haftungsdurchgriff für auf andere Teilfonds entfallende Verbindlichkeiten ausgeschlossen ist.

- Weitere Einzelheiten zu den Auswahlgrundsätzen sowie den von den ausgewählten Zielfonds verfolgten Anlagestrategien enthält für den jeweiligen Teilfonds der betreffende Anhang zu diesem Verkaufsprospekt.

- Mit einer Investition in Zielfonds, die vorstehend unter Nrn. 1.a) cc) aufgeführt sind, können besondere Risiken verbunden sein (vgl. Abschnitt Risikohinweise)

b) Bei der Anlage in Wertpapiere Geldmarktinstrumente und OTC-Derivate:

aa) Es dürfen maximal 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten ein und desselben Emittenten angelegt werden. Der jeweilige Teilfonds darf bis zu 20% seines Teilfondsvermögens in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente ein und derselben Unternehmensgruppe investieren.

Das Ausfallrisiko bei Geschäften des jeweiligen Teilfonds mit OTC-Derivaten darf folgende Sätze nicht überschreiten:

- 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens, wenn die Gegenpartei ein Kreditinstitut ist, das seinen Sitz in einem EU-Mitgliedsstaat hat oder Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der Luxemburger Aufsichtsbehörde den Anforderungen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind;

- 5% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in allen anderen Fällen.

Maximal 10% des jeweiligen Teilfondsvermögens dürfen in nicht notierte Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente angelegt werden.

bb) Der Gesamtwert der Wertpapiere und Geldmarktinstrumente von Emittenten, in deren Wertpapieren und Geldmarktinstrumente mehr als 5% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens angelegt sind, darf 40% des jeweiligen Netto-

Teilfondsvermögens nicht übersteigen. Diese Begrenzung findet keine Anwendung auf Einlagen und auf Geschäfte mit OTC-Derivaten, die mit Finanzinstituten getätigt werden, welche einer Aufsicht unterliegen.

Ungeachtet der einzelnen Obergrenzen darf die Investmentgesellschaft bei ein und derselben Einrichtung höchstens 20% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in einer Kombination aus

- von dieser Einrichtung begebenen Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten und/oder
 - von dieser Einrichtung erworbenen OTC-Derivaten
- investieren.

c) Flüssige Mittel

Der jeweilige Teilfonds kann flüssige Mittel im Sinne von Nr. 1c) von bis zu 49% seines Netto-Teilfondsvermögens halten oder als Festgelder anlegen. Diese sollen grundsätzlich akzessorischen Charakter haben. Die Geldmarktpapiere dürfen im Zeitpunkt des Erwerbs für den jeweiligen Teilfonds eine Restlaufzeit von höchstens 12 Monaten haben.

Einlagenzertifikate desselben Kreditinstituts dürfen nicht mehr als 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens ausmachen.

Flüssige Mittel können auch auf eine andere Währung als die des Teilfonds lauten.

Der jeweilige Teilfonds wird keinen bestimmten Mindestanteil seines Vermögens in flüssigen Mitteln halten.

3. Weitere Anlagerichtlinien

a) Wertpapierleerverkäufe oder der Verkauf von Call-Optionen auf Vermögenswerte, die im Zeitpunkt des Abschlusses der Option nicht zum jeweiligen Teilfondsvermögen gehören, sind nicht zulässig.

b) Der jeweilige Teilfonds wird nicht in Wertpapiere investieren, die eine unbegrenzte Haftung zum Gegenstand haben.

c) Das jeweilige Teilfondsvermögen darf nicht in Immobilien, Edelmetallen, Edelmetallkontrakten, Waren oder Warenkontrakten angelegt werden.

d) Die Investmentgesellschaft kann mit Einverständnis der Depotbank weitere Anlagebeschränkungen vornehmen, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Aktien vertrieben werden bzw. vertrieben werden sollen.

4. Kredite und Belastungsverbote

a) Das jeweilige Teilfondsvermögen darf nicht verpfändet oder sonst belastet, zur Sicherung übereignet oder zur Sicherung abgetreten werden, es sei denn, es handelt sich um Kreditaufnahmen im Sinne des nachstehenden Buchstaben b) oder um Sicherheitsleistungen zur Erfüllung von Einschuss- oder Nachschussverpflichtungen im Rahmen der Abwicklung von Geschäften mit Finanzinstrumenten.

b) Kredite zu Lasten des jeweiligen Teilfonds dürfen nur kurzfristig und wenn die Bedingungen marktüblich sind bis zu einer Höhe von 10% des Netto-Teilfondsvermögens aufgenommen werden, sofern die Depotbank der Kreditaufnahme und deren Bedingungen zustimmt.

c) Zu Lasten des jeweiligen Teilfondsvermögens dürfen weder Kredite gewährt noch für Dritte Bürgschaftsverpflichtungen eingegangen werden.

5. Techniken und Instrumente

Die Investmentgesellschaft kann sich zur Währungskurssicherung und um das jeweilige Teilfondsvermögen ordnungsgemäß abzusichern und effizient zu verwalten folgender Techniken und Instrumente bedienen.

Dabei hat der jeweilige Teilfonds sicherzustellen, dass das mit Derivaten verbundene Gesamtrisiko den Gesamtnetwert seines Portfolios nicht überschreitet.

Bei der Berechnung des Risikos werden der Marktwert der Basiswerte, das Ausfallrisiko, künftige Marktfluktuationen und die Liquidationsfrist der Positionen berücksichtigt. Dies gilt auch für die beiden nachfolgenden Absätze.

Der jeweilige Teilfonds darf als Teil seiner Anlagepolitik und im Rahmen der Grenzen des Artikels 43 (5) des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 Anlagen in Derivate tätigen, sofern das Gesamtrisiko der Basiswerte die Anlagegrenzen, gemäß vorstehender Nr. 2 nicht überschreitet. Investiert der jeweilige Teilfonds in indexbasierte Derivate, so werden diese Anlagen bei den Anlagegrenzen der vorstehenden Nr. 2 nicht berücksichtigt. Bei den Indizes die diesen Derivaten zugrunde liegen handelt es sich um Indizes

- die von der CSSF anerkannt sind,
- deren Zusammensetzung hinreichend diversifiziert ist,
- die eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt darstellen, auf den sie sich beziehen und
- die in angemessener Weise veröffentlicht werden.

Wenn ein Derivat in ein Wertpapier oder ein Geldmarktinstrument eingebettet ist, muss es hinsichtlich der Einhaltung der Vorschriften der vorstehenden Nr. 2 mit berücksichtigt werden.

a) Optionen

Unter Beachtung nachfolgender Regeln kann die Investmentgesellschaft für einen Teilfonds bezüglich der zulässigen Anlagen sowohl Call-Optionen als auch Put-Optionen kaufen und verkaufen, sofern sie an einem geregelten Markt gehandelt werden, oder freihändig gehandelte Optionen ("over the counter" oder "OTC-Optionen") kaufen und verkaufen unter der Voraussetzung, dass es sich bei den Vertragspartnern solcher Transaktionen um erstklassige Finanzinstitute handelt, die auf derartige Geschäfte spezialisiert sind.

Eine Option ist ein Recht, einen bestimmten Vermögenswert an einem im Voraus bestimmten Zeitpunkt ("Ausübungszeitpunkt") oder während eines im Voraus bestimmten Zeitraumes zu einem im Voraus bestimmten Preis ("Ausübungspreis") zu kaufen ("Kaufoption"/"Call") oder zu verkaufen ("Verkaufsoption"/"Put"). Der Preis einer Kauf- oder Verkaufsoption ist die Optionsprämie.

Für den jeweiligen Teilfonds können sowohl Kauf- als auch Verkaufsoptionen erworben oder verkauft werden, sofern der jeweilige Teilfonds gemäß seinen im Verwaltungsreglement genannten Anlagezielen in die zugrunde liegenden Basiswerte investieren darf.

Eine Kaufoption darf einem Dritten für Rechnung des jeweiligen Teilfondsvermögens jedoch nur eingeräumt werden, wenn sich die den Gegenstand der Kaufoption bildenden Vermögensgegenstände im Zeitpunkt der Einräumung der Kaufoption im jeweiligen Teilfondsvermögen befinden.

b) Termingeschäfte und Tauschgeschäfte

Unter Beachtung nachfolgender Regeln kann die Investmentgesellschaft für einen Teilfonds bezüglich der zulässigen Anlagen Swapkontrakte tätigen, bei denen die Investmentgesellschaft und der Kontrahent vereinbaren, die mit auf Wertpapier, Anlageinstrument, Korb oder Index erwirtschafteten Erträge gegen die von auf anderen Wertpapier, Anlageinstrument, Korb oder Index erwirtschafteten Erträge zu tauschen. Die Zahlungen der Investmentgesellschaft an den Kontrahenten und umgekehrt werden unter Bezugnahme auf ein bestimmtes Wertpapier, einen bestimmten Index oder ein bestimmtes Anlageinstrument und einen vereinbarten Nominalbetrag berechnet. Die betreffenden Indizes beinhalten, ohne darauf beschränkt zu sein, Währungen, Festzinsen, Preise und Gesamtertrag aus Aktienindizes.

c) Termingeschäfte, Tauschgeschäfte und Optionen auf Finanzinstrumente

Mit Ausnahme der Tauschgeschäfte (Swaps) sowie der freihändigen Geschäfte zur Absicherung des Risikos bei Zinsschwankungen dürfen sich Termingeschäfte und Optionen auf Finanzinstrumente nur auf Verträge beziehen, die an einem geregelten Markt gehandelt werden. Freihändig gehandelte Optionen ("over the counter" oder "OTC-Optionen") werden nur unter der Voraussetzung zugelassen, dass es sich bei den Vertragspartnern solcher Transaktionen um erstklassige Finanzinstitute handelt, die auf derartige Geschäfte spezialisiert sind.

aa) Geschäfte zur Absicherung der Risiken im Zusammenhang mit der Entwicklung an den Börsen

Zur Absicherung gegen eine ungünstige Kursentwicklung an den Börsen kann die Investmentgesellschaft für einen Teilfonds Terminkontrakte und Call-Optionen auf Börsenindices verkaufen sowie Put-Optionen auf Börsenindices kaufen. Da diese Käufe und Verkäufe zum Zwecke der Absicherung getätigt werden, muss eine ausreichende Übereinstimmung zwischen der Zusammensetzung des abzusichernden Wertpapierbestandes und des verwendeten Börsenindices gegeben sein. Die aus diesen Geschäften entstandenen Verpflichtungen dürfen den Börsenwert der abzusichernden Wertpapiere nicht übersteigen.

bb) Geschäfte zur Absicherung des Risikos bei Zinsschwankungen

Die Investmentgesellschaft kann für jeden Teilfonds Terminkontrakte und Call-Optionen auf Zinssätze verkaufen oder Put-Optionen auf Zinssätze kaufen sowie Zinsswaps und Zinssicherungsvereinbarungen (Forward Rate Agreements auf Zinssätze) und Optionen auf Zins-Swaps (Swaptions) mit erstklassigen Finanzinstituten, die auf diese Geschäftsart spezialisiert sind, im Rahmen von freihändigen Geschäften abschließen. Die Summe der daraus entstandenen Verpflichtungen darf den Wert des abzusichernden Vermögens in der den Kontrakten entsprechenden Währung nicht übersteigen.

cc) Geschäfte, die mit einem anderen Ziel als der Absicherung getätigt werden

Die Investmentgesellschaft für jeden Teilfonds Terminkontrakte und Optionen auf alle Arten von Finanzinstrumenten kaufen und verkaufen, vorausgesetzt dass die sich daraus ergebenden Verpflichtungen zusammen mit den Verpflichtungen, die aus Tauschgeschäften sowie aus dem Verkauf von unter Absatz a) aufgeführten Call- und Put-Optionen hervorgehen das Gesamtfondsvermögen des entsprechenden Teilfonds nicht übersteigen. Des Weiteren kann sie Tauschgeschäfte tätigen, wobei die Vertragspartei ein erstklassiges Finanzinstitut sein muss, welches auf diese Art von Geschäften spezialisiert ist.

Verkäufe von Call-Optionen auf Wertpapiere für die eine angemessene Absicherung besteht, werden für die Berechnung nicht berücksichtigt.

In diesem Zusammenhang werden die Verpflichtungen, die sich aus Geschäften ergeben, deren Gegenstand nicht Optionen auf Wertpapiere sind, wie folgt definiert:

- die Verpflichtungen aus Terminkontrakten entsprechen dem Marktwert der Nettopositionen der Kontrakte (nach Aufrechnung der Kauf- und Verkaufspositionen), die sich auf identische Finanzinstrumente beziehen, ohne dass die jeweiligen Fälligkeiten berücksichtigt werden sollen, und
- die Verpflichtungen aus gekauften und verkauften Optionen entsprechen der Summe der Basispreise der Optionen, die die Nettoverkaufspositionen bilden und sich auf denselben zu Grunde liegenden Vermögenswert beziehen, ohne dass die jeweiligen Fälligkeiten berücksichtigt werden sollen.

Die Investmentgesellschaft kann Swapkontrakte in Bezug auf jegliche Finanzinstrumente oder Indizes unter den Bedingungen abschließen, dass die Gesamtverpflichtung aus diesen Transaktionen zusammen mit den in Absätzen a) und c) genannten Gesamtverpflichtungen für einen Teilfonds zu keinem Zeitpunkt das Gesamtfondsvermögen des Teilfonds überschreitet und dass der Kontrahent des Swap-Kontrakts ein erstklassiges Finanzinstitut ist, das auf diese Art von Transaktionen spezialisiert ist. In diesem Zusammenhang entspricht die aus einer Swaptransaktion entstehende Verp-

flichtung dem Wert der Nettoposition aus dem Kontrakt bei täglicher Bewertung. Aufgelaufene, jedoch noch nicht bezahlte Nettobeträge, die einem Swap-Kontrahenten geschuldet werden, werden durch Barmittel oder übertragbare Wertpapiere gedeckt.

d) Wertpapierleihe

Der jeweilige Teilfonds darf bis zu 50% der in seinem Vermögen gehaltenen Wertpapiere im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems, das durch einen anerkannten Abrechnungsorganismus oder durch ein erstklassiges Finanzinstitut organisiert wird, das auf diese Geschäftsart spezialisiert ist, bis zu dreißig Tagen verleihen, vorausgesetzt er erhält eine Sicherheit, deren Wert zum Zeitpunkt des Abschlusses des Leihvertrages mindestens dem Wert der verliehenen Wertpapiere entspricht. Sofern der Vertrag vorsieht, dass der jeweilige Teilfonds jederzeit von seinem Recht auf Kündigung und Herausgabe der verliehenen Wertpapiere Gebrauch machen kann, so können auch mehr als 50% der im jeweiligen Teilfondsvermögen gehaltenen Wertpapiere verliehen werden.

e) Pensionsgeschäfte

Die Investmentgesellschaft kann sich für den jeweiligen Teilfonds an Pensionsgeschäften beteiligen, die in Käufen und Verkäufen von Wertpapieren bestehen, bei denen die Vereinbarungen dem Käufer das Recht oder die Pflicht einräumen, die verkauften Wertpapiere vom Erwerber zu einem Preis und innerhalb einer Frist zurückzukaufen, die zwischen den beiden Parteien bei Vertragsabschluss vereinbart wurde.

Die Investmentgesellschaft kann bei Pensionsgeschäften entweder als Käufer oder als Verkäufer auftreten. Eine Beteiligung an solchen Geschäften unterliegt jedoch folgenden Richtlinien:

aa) Wertpapiere über ein Pensionsgeschäft dürfen nur gekauft oder verkauft werden, wenn es sich bei der Gegenpartei um ein Finanzinstitut erster Ordnung handelt, das sich auf diese Art von Geschäften spezialisiert hat.

bb) Während der Laufzeit eines Pensionsgeschäfts dürfen die vertragsgegenständlichen Wertpapiere vor Ausübung des Rechts auf den Rückkauf dieser Wertpapiere oder vor Ablauf der Rückkauffrist nicht veräußert werden.

Es muss zusätzlich sichergestellt werden, dass der Umfang der Verpflichtungen bei Pensionsgeschäften so gestaltet ist, dass die Investmentgesellschaft für den betreffenden Teilfonds ihren Verpflichtungen zur Rücknahme von Aktien jederzeit nachkommen kann.

f) Techniken und Instrumente zur Absicherung von Währungsrisiken

Zum Zwecke der Absicherung gegen Währungsrisiken kann die Investmentgesellschaft für jeden Teilfonds an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt, oder im Rahmen von freihändigen Geschäften, Devisenterminkontrakte verkaufen, Devisen-Call-Optionen verkaufen bzw. Devisen-Put-Optionen kaufen.

Die Investmentgesellschaft kann auch im Rahmen von freihändigen Geschäften mit erstklassigen Finanzinstituten, die auf diese Geschäfte spezialisiert sind, Devisen auf Termin verkaufen bzw. tauschen (Währungsswaps).

6. Anlage in Unternehmensbeteiligungen und unverbriefte Darlehensforderungen

Der Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen, die nicht zum Handel an einer Börse zugelassen oder in einen organisierten Markt einbezogen sind und unverbriefte Darlehensforderungen ist für die Investmentgesellschaft nicht zulässig.

II. Gesellschaftskapital und Aktien

Art. 6. Gesellschaftskapital und Auflösung oder Verschmelzung von Teilfonds.

1. Das Gesellschaftskapital der Investmentgesellschaft entspricht zu jedem Zeitpunkt dem Netto-Fondsvermögen der Investmentgesellschaft gemäß Artikel 25 dieser Satzung und wird durch vollbezahlte Aktien ohne Nennwert repräsentiert.

Das Anfangskapital der Investmentgesellschaft betrug bei der Gründung fünfhunderttausend Euro (EUR 500.000) dem fünfzigtausend (50.000) Aktien ohne Nennwert gegenüberstanden.

Das Mindestkapital der Investmentgesellschaft muss gemäß Luxemburger Gesetz eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000 Euro) betragen und innerhalb eines Zeitraumes von sechs Monaten nach Zulassung der Investmentgesellschaft durch die Luxemburger Aufsichtsbehörde erreicht werden. Hierfür ist auf das Netto-Fondsvermögen der Investmentgesellschaft abzustellen, das sich aus der Addition der Netto-Teilfondsvermögen ergibt.

Der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft kann jederzeit beschließen, weitere Teilfonds sowie unter den Teilfonds verschiedene Aktienklassen aufzulegen. In diesem Fall wird der Verkaufsprospekt der Investmentgesellschaft entsprechend angepasst. Teilfonds können auf bestimmte Zeit errichtet werden. Die Dauer eines Teilfonds ergibt sich aus dem entsprechenden Anhang zum Verkaufsprospekt.

2. Die Versammlung der Aktionäre eines Teilfonds hat das Recht, jederzeit die Auflösung des entsprechenden Teilfonds der Investmentgesellschaft oder dessen Verschmelzung mit einem anderen Teilfonds der Investmentgesellschaft oder mit einer anderen Luxemburger Investmentgesellschaft oder einem Teilfonds einer solchen Investmentgesellschaft zu beschließen.

Ein solcher Beschluss wird ohne Anwesenheitsquorum und mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre des entsprechenden Teilfonds gefasst.

Ein Beschluss der Versammlung der Aktionäre des entsprechenden Teilfonds zur Auflösung eines Teilfonds oder zur Verschmelzung eines Teilfonds gemäß oben stehendem Absatz wird schriftlich den Aktionären von Namensaktien des

von der Auflösung betroffenen Teilfonds oder des im Rahmen der Verschmelzung einzubringenden Teilfonds mitgeteilt und in vom Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft bestimmten Zeitungen in den Staaten, in denen die Aktien des aufzulösenden bzw. einzubringenden Teilfonds zum öffentlichen Vertrieb angemeldet sind, veröffentlicht.

Die Mitteilungen bzw. Veröffentlichungen erfolgen mindestens einen Monat vor dem von der Versammlung der Aktionäre des entsprechenden Teilfonds festgesetzten Auflösungstag oder Verschmelzungstag, und die betroffenen Aktionäre des entsprechenden Teilfonds werden darauf hingewiesen, dass sie innerhalb der verbleibenden Frist bis zum Auflösungstag oder Verschmelzungstag die Möglichkeit haben, im Rahmen der festgelegten Verfahrensweise ihre Aktien gegen Zahlung des Nettoinventarwertes pro Aktie zurückzugeben oder einen kostenlosen Umtausch in einen beliebigen Teilfonds der Investmentgesellschaft vorzunehmen.

Ab dem Datum des Beschlusses betreffend die Auflösung des Teilfonds werden die voraussichtlich im Rahmen der Auflösung anfallenden Kosten bei der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie des entsprechenden Teilfonds berücksichtigt.

In folgenden Fällen kann die o.g. Auflösung oder Verschmelzung eines Teilfonds der Investmentgesellschaft vom Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft gefasst werden:

- Sofern das Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten. Dieser Betrag wird mit 3 Mio. Euro oder deren Gegenwert in der entsprechenden Teilfondswährung falls es sich bei dieser Teilfondswährung nicht um den Euro handelt, festgesetzt.

- Sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als sinnvoll erscheint, den Teilfonds zu verwalten.

Die o.g. Beschlüsse des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft sind ebenfalls in der oben beschriebenen Weise bekannt zu geben und den Aktionären werden ebenfalls die o.g. Möglichkeiten betreffend die Rückgabe oder den Umtausch ihrer Aktien eingeräumt.

Im Falle der Auflösung eines Teilfonds werden die Vermögenswerte dieses Teilfonds realisiert, die Verbindlichkeiten erfüllt und der entsprechende Netto-Liquidationserlös an die Aktionäre im Verhältnis ihrer Beteiligung an diesem Teilfonds verteilt.

Netto-Liquidationserlöse, die nicht zum Abschluss des Auflösungsverfahrens von Aktionären eingezogen worden sind, werden von der Depotbank nach Abschluss des Auflösungsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort geltend gemacht werden.

Eine Verschmelzung erfolgt in der Weise, dass die Aktien eines oder mehrerer Teilfonds gegen die Aktien eines bestehenden oder neu aufgelegten Teilfonds getauscht werden. Ein solcher Umtausch erfolgt auf der Grundlage des am festgelegten Umtauschtag festgestellten Nettoinventarwertes pro Aktie der Aktien des auszutauschenden Teilfonds, ohne dass eine Umtauschgebühr oder ein Ausgabeaufschlag erhoben wird. Das Teilfondsvermögen des oder der einzubringenden Teilfonds und die Verbindlichkeiten des oder der einzubringenden Teilfonds gehen auf den aufnehmenden Teilfonds, mit dem Datum des Umtausches über.

Die Verschmelzung eines Teilfonds der Investmentgesellschaft mit einem Luxemburger fonds commun de placement oder eines Teilfonds eines solchen fonds commun de placement, wobei der einzubringende Teilfonds der Teilfonds der Investmentgesellschaft ist, kann ebenfalls gemäß o.g. Bedingungen von der Versammlung der Aktionäre des entsprechenden Teilfonds beschlossen werden. Eine solche Verschmelzung ist jedoch nur für Aktionäre, die dieser Verschmelzung zugestimmt haben, bindend. Die Aktien der Aktionäre, die der Verschmelzung nicht zugestimmt haben, werden zum einschlägigen Nettoinventarwert pro Aktie zurückgenommen, es sei denn sie machen von der Möglichkeit Gebrauch ihre Aktien kostenlos in Aktien eines anderen Teilfonds der Investmentgesellschaft umzutauschen.

Die Ausgabe der neuen Aktien erfolgt gegen Rückgabe der Aktien des oder der einzubringenden Teilfonds.

Die Auflösung oder Verschmelzung von Teilfonds ist durch eine Änderung des Verkaufsprospektes zu dokumentieren.

Art. 7. Aktien, Ausgabe von Aktien.

1. Aktien sind Aktien an dem jeweiligen Teilfonds. Die Aktionäre sind an dem jeweiligen Teilfondsvermögen in Höhe ihrer Aktien beteiligt. Aktien können auf den Inhaber oder auf den Namen lauten.

a) Aktien, die auf den Inhaber lauten, werden durch Globalurkunde verbrieft und in der, durch den Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft bestimmten und in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführten Stückelung ausgegeben.

b) Die auf Antrag des Aktionärs ausgegebenen Namensaktien werden bis auf drei Dezimalstellen zugeteilt.

Sofern Namensaktien ausgegeben werden, werden diese von der Investmentgesellschaft oder von einer von der Investmentgesellschaft beauftragten Person in das Aktienregister eingetragen.

Namensaktienzertifikate werden nicht ausgegeben, vielmehr erhalten Inhaber von Namensaktien eine schriftliche Bestätigung über die Eintragung der von ihnen gehaltenen Aktien in das Aktienregister.

Die schriftliche Bestätigung über die Eintragung in das Aktienregister gibt den aktuellen Stand der von dem Aktionär gehaltenen Aktien sowie die Bewegungen betreffend diesen Stand zu einem bestimmten Zeitpunkt wieder. Sie wird von

der Investmentgesellschaft oder von einer von der Investmentgesellschaft beauftragten Person erstellt und dem Aktionär zugestellt.

Das Aktienregister enthält den Namen jedes Inhabers von Namensaktien, seinen Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt, und die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien. Jede Übertragung und Rückgabe eines Namensanteils muss in das Aktienregister eingetragen werden. Die Übertragung von Namensaktien erfolgt durch Eintragung in das Aktienregister.

Jeder Inhaber einer Namensaktie muss der Investmentgesellschaft eine Anschrift mitteilen. Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen der Investmentgesellschaft an den Aktionär können an die Anschrift gesandt werden, die in das Aktienregister eingetragen wurde. Im Falle von Miteigentümern an Aktien wird lediglich die Anschrift des Erstzeichners im Aktienregister eingetragen. Alle Mitteilungen an die Aktionäre werden an diese Anschrift gesandt. Falls ein Aktionär eine solche Anschrift nicht mitteilt, kann die Investmentgesellschaft beschließen, dass eine entsprechende Notiz in das Aktienregister eingetragen wird. In diesem Falle wird der Aktionär solange behandelt als befände sich seine Anschrift am Gesellschaftssitz der Investmentgesellschaft bis der Aktionär der Investmentgesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Der Aktionär kann zu jeder Zeit seine in dem Aktienregister eingetragene Anschrift, durch schriftliche Mitteilung an die Investmentgesellschaft an deren Gesellschaftssitz oder an eine von dem Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft bestimmte Anschrift, korrigieren.

2. Alle Aktien an einem Teilfonds haben grundsätzlich die gleichen Rechte, es sei denn der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft beschließt im Rahmen eines oder mehrerer Teilfonds gemäß nachfolgender Nr. 4 innerhalb eines Teilfonds verschiedene Aktienklassen auszugeben.

3. Der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft ist ermächtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Aktien auszugeben ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neuer auszugebender Aktien einzuräumen.

Der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft ist ermächtigt, die neuen Aktien Personen seiner Wahl anzubieten. Der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft ist befugt, Dritte zu ermächtigen, die Zeichnung von neuen Aktien anzunehmen, den Preis für diese Aktien entgegenzunehmen und die neuen Aktien auszugeben.

4. Der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft kann für einen Teilfonds mehrere Aktienklassen vorsehen. Die Aktien der verschiedenen Aktienklassen können sich z. B. hinsichtlich der Ausschüttungspolitik, der Währung, der Ausgabeaufschläge o. ä. unterscheiden. Beispielsweise berechtigen Aktien der Klasse "D" zu Ausschüttungen, während auf Aktien der Klasse "A" keine Ausschüttung erfolgt. Die Aktien der Klasse "D" werden als ausschüttende Aktien ausgegeben, die eine regelmäßige Ausschüttung von Erträgen vorsehen. Betreffend Aktien der Klasse "D" kann der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft jederzeit beschließen, dass sowohl ordentliche Nettoerträge als auch Kursgewinne und Kapitalanteile, die den Aktien der Klasse "D" eines Teilfonds zuzuordnen sind, ganz oder teilweise ausgeschüttet werden können. Als ordentliche Nettoerträge der Investmentgesellschaft gelten z. B. vereinnahmte Dividenden und Zinsen, abzüglich der allgemeinen Kosten, unter Ausschluss der realisierten Wertsteigerungen und Wertminderungen sowie des Erlösses aus dem Verkauf von Subskriptionsrechten oder allen sonstigen Einkünften nicht wiederkehrender Art. Die Ausschüttungen vermindern den Anteil des Nettovermögens, der den Aktien der Klasse "D" des entsprechenden Teilfonds entspricht. Alle Aktien sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Aktienklasse beteiligt. Sofern für die jeweiligen Teilfonds Aktienklassen gebildet werden, findet dies in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt Erwähnung.

5. Im Falle von Anlageplänen wird höchstens ein Drittel von jeder der für das erste Jahr vereinbarten Zahlungen für die Deckung von Kosten verwendet und die restlichen Kosten auf alle späteren Zahlungen gleichmäßig verteilt.

6. Aktien werden an jedem Bankarbeitstag in Luxemburg mit Ausnahme des 24. und 31. Dezember ("Bewertungstag") ausgegeben. Ausgabepreis ist der Nettoinventarwert pro Aktie gemäß nachfolgendem Artikel 25 dieser Satzung zuzüglich eines Ausgabeaufschlages zugunsten der Vertriebsstellen ("Ausgabepreis"), der fünf Prozent (5%) des Nettoinventarwertes pro Aktie nicht überschreiten darf. Der Ausgabepreis ist innerhalb von zwei Bankarbeitstagen in Luxemburg nach dem entsprechenden Bewertungstagszahlbar. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen. Falls die Gesetze eines Staates niedrigere als vom Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft beschlossene Ausgabeaufschläge vorschreiben, kann die in dem betreffenden Staat beauftragte Vertriebsstelle die Aktien mit einem niedrigeren Ausgabeaufschlag, der jedoch den dort höchstzulässigen Ausgabeaufschlag ohne ausdrückliche Zustimmung des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft nicht überschreiten darf, verkaufen.

7. Die Aktien können bei der Investmentgesellschaft, der Depotbank, den Zahlstellen und den Vertriebsstellen gezeichnet werden. Zeichnungsanträge, welche bis spätestens 15:00 Uhr an einem Bewertungstag bei einer der vorgenannten Stellen eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des übernächsten Bewertungstages abgerechnet und Zeichnungsanträge, welche nach 15:00 Uhr an einem Bewertungstag bei einer der vorgenannten Stellen eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des auf den übernächsten folgenden Bewertungstages abgerechnet. Die Investmentgesellschaft stellt auf jeden Fall sicher, dass die Ausgabe von Aktien auf der Grundlage eines dem Aktionär zum Zeitpunkt der Antragstellung unbekanntes Nettoinventarwertes pro Aktie abgerechnet wird. Sollte der Verdacht bestehen, dass ein Antragsteller Late Trading betreibt, kann die Investmentgesellschaft die Annahme des Zeichnungsantrags solange verweigern, bis der Antragsteller jegliche Zweifel in Bezug auf seinen Zeichnungsantrag ausgeräumt hat.

8. Die Aktien werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Investmentgesellschaft von der Depotbank zugeteilt und dem Aktionär in entsprechender Höhe übertragen.

Art. 8. Rücknahme und Umtausch von Aktien.

1. Die Aktionäre sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Aktien zum Nettoinventarwert pro Aktie gemäß Artikel 25 dieser Satzung ("Rücknahmepreis") zu beantragen. Diese Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag im Sinne von Artikel 7 Nr. 6 dieser Satzung. Der Rücknahmeauftrag ist unwiderruflich, außer wenn die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie, die Ausgabe, der Umtausch und die Rücknahme der Aktien eingestellt sind.

Der Rücknahmepreis vermindert sich in bestimmten Ländern um dort anfallende Steuern und andere Belastungen. Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt unverzüglich spätestens aber innerhalb von zwei Bankarbeitstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in Luxemburg bei der Investmentgesellschaft, der Depotbank, den Zahlstellen oder den Vertriebsstellen (unter Einschluss des Tages des Eingangs des vollständigen Rücknahmeauftrages), in der Währung des Teilfonds, wie sie im Verkaufsprospekt für den entsprechenden Teilfonds angegeben ist.

2. Vollständige Rücknahmeaufträge, welche bis spätestens 15:00 Uhr an einem Bewertungstag bei einer der vorgenannten Stellen eingegangen sind, werden zum Rücknahmepreis des übernächsten Bewertungstages abgerechnet. Vollständige Rücknahmeaufträge, welche nach 15:00 Uhr an einem Bewertungstag bei einer der vorgenannten Stellen eingegangen sind, werden zum Rücknahmepreis des auf den übernächsten folgenden Bewertungstages abgerechnet. Die Investmentgesellschaft stellt auf jeden Fall sicher, dass die Rücknahme von Aktien auf der Grundlage eines dem Aktionär zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags unbekanntes Nettoinventarwertes pro Aktie abgerechnet wird. Sollte der Verdacht bestehen, dass ein Antragsteller Late Trading oder Market Timing betreibt, kann die Investmentgesellschaft die Annahme des Rücknahmeauftrags solange verweigern, bis der Antragsteller jegliche Zweifel in Bezug auf seinen Rücknahmeantrag ausgeräumt hat.

3. Bei Namensaktien ist der Rücknahmeauftrag dann vollständig, wenn er den Namen, die Anschrift des Aktionärs, den Betrag bzw. die Anzahl der zurückzunehmenden Aktien angibt, und wenn er von dem entsprechenden Aktionär unterschrieben ist.

4. Die Investmentgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank und unter Wahrung der Interessen der Aktionäre berechtigt, bei erheblichen Rücknahmen diese zeitweilig auszusetzen, d.h. die Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds ohne Verzögerung unter Wahrung der Interessen der Aktionäre verkauft wurden. Eine erhebliche Rücknahme ist in der Regel anzunehmen, wenn an einem Bewertungstag die Rücknahme von mehr als 20% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens der an diesem Bewertungstag ausstehenden Anteile beantragt wird. In diesem Falle erfolgt die Rücknahme zum dann geltenden Rücknahmepreis. Solange die Rücknahme der Anteile ausgesetzt ist, werden keine neuen Anteile ausgegeben. Die Ausgabe von Anteilen wird erst wieder aufgenommen, wenn die noch ausstehenden Rücknahmeanträge ausgeführt worden sind. Ferner kann die Investmentgesellschaft unter den in Artikel 26 der Satzung genannten Voraussetzungen eine Aussetzung beschließen. Entsprechendes gilt für Anträge auf Umtausch von Aktien. Die Investmentgesellschaft achtet aber darauf, dass dem jeweiligen Teilfondsvermögen ausreichende flüssige Mittel zur Verfügung stehen, damit eine Rücknahme von Aktien auf Antrag von Aktionären unter normalen Umständen unverzüglich erfolgen kann.

5. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

6. Der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft kann Aktien einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Aktionäre oder zum Schutz der Investmentgesellschaft oder eines Teilfonds erforderlich erscheint. Dies ist z.B. der Fall, wenn es sich bei dem (potentiellen) Aktionär um eine US-Person handelt, oder wenn der (potentielle) Aktionär verbotene Markttechniken betreibt.

7. Die Aktionäre sind berechtigt, jederzeit den Umtausch ihrer Aktien in Aktien eines anderen Teilfonds bzw. einer anderen Aktienklasse der Investmentgesellschaft zu beantragen. Aktien können bei der Investmentgesellschaft, der Depotbank, den Zahlstellen oder den Vertriebsstellen umgetauscht werden.

8. Der Umtausch von Aktien eines Teilfonds oder einer Aktienklasse in Aktien eines anderen Teilfonds oder einer anderen Aktienklasse erfolgt auf der Grundlage des - wie unten im neunten Absatz dieses Abschnittes definiert - nächsterrechneten Nettoinventarwertes pro Aktie der betreffenden Teilfonds bzw. Aktienklasse. Für einen Umtausch wird eine Umtauschprovision zugunsten der Vertriebsstelle in Höhe von maximal 1% des Nettoinventarwertes pro Aktie der zu zeichnenden Aktien erhoben.

Im Falle eines Umtauschs von Aktien mit niedrigerem Ausgabeaufschlag in Aktien mit einem höheren Ausgabeaufschlag ist der Anleger verpflichtet die Differenz des Ausgabeaufschlags zu zahlen, soweit diese Differenz 1% übersteigt. Eine Erstattung des Ausgabeaufschlages in dem Fall, dass der Umtausch von einer Aktie mit höherem Ausgabeaufschlag in eine Aktie mit niedrigerem Ausgabeaufschlag durchgeführt wird, erfolgt nicht.

Die Investmentgesellschaft kann für den jeweiligen Teilfonds jederzeit aus eigenem Ermessen einen Umtauschantrag zurückweisen. Die Investmentgesellschaft stellt auf jeden Fall sicher, dass der Umtausch von Aktien auf der Grundlage eines dem Aktionär zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags unbekanntes Nettoinventarwertes pro Aktie abgerechnet wird. Sollte der Verdacht bestehen, dass ein Antragsteller Late Trading oder Market Timing betreibt, kann die Invest-

mentgesellschaft die Annahme des Rücknahmeantrags solange verweigern, bis der Antragsteller jegliche Zweifel in Bezug auf den Rücknahmeantrag ausgeräumt hat.

9. Vollständige Umtauschanträge, welche bis spätestens 15:00 Uhr an einem Bewertungstag bei einer der in vorstehender Nr. 8 genannten Stellen eingegangen sind, werden zum Nettoinventarwert pro Aktie des übernächsten Bewertungstages unter Berücksichtigung der Umtauschprovision abgerechnet. Vollständige Umtauschanträge, welche nach 15:00 Uhr an einem Bewertungstag bei einer der in vorstehender Nr. 8 genannten Stellen eingegangen sind, werden zum Nettoinventarwert pro Aktie des auf den übernächsten folgenden Bewertungstages unter Berücksichtigung der Umtauschprovision abgerechnet. Die Investmentgesellschaft stellt auf jeden Fall sicher, dass der Umtausch von Aktien auf der Grundlage eines dem Aktionär zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags unbekanntes Nettoinventarwertes pro Aktie abgerechnet wird.

Bei Namensaktien, ist der Umtauschantrag dann vollständig, wenn er den Namen, die Anschrift des Aktionärs, den Betrag bzw. die Anzahl der umzutauschenden Aktien und den Namen des Teilfonds, in den diese Aktien umgetauscht werden sollen, angibt, und wenn er von dem entsprechenden Aktionär unterschrieben ist.

Ein sich aus dem Umtausch ergebender Überschuss zugunsten des Inhabers von Inhaberaktien von mehr als 10 Euro, wird zugunsten des Aktionärs an die depotführende Stelle überwiesen, welche diesen Überschuss an den jeweiligen Aktionär weiterleitet, oder auf Wunsch durch eine der Zahlstellen in bar ausgezahlt. Ein geringerer Überschuss verfällt zugunsten des Teilfonds, in den angelegt wird.

Art. 9. Beschränkung der Ausgabe von Aktien und Einschränkung des Anteilbesitzes. Der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Aktien zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen oder Aktien gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, wenn dies im Interesse der Aktionäre, im öffentlichen Interesse, zum Schutz der Investmentgesellschaft bzw. des jeweiligen Teilfonds oder der Aktionäre erforderlich erscheint.

Insbesondere kann sie den Besitz von Aktien der Investmentgesellschaft durch jede "US Person", so wie dieser Begriff nachfolgend definiert wird, einschränken oder verbieten.

Der Ausdruck "US Person", so wie er in der vorliegenden Satzung gebraucht wird, bezeichnet einen Bürger oder Einwohner der Vereinigten Staaten von Amerika, eine Offene Handelsgesellschaft, eine Partnership oder ein ähnliches Rechtsgebilde mit Sitz in, oder gegründet entsprechend dem Gesetz eines Bundesstaats der Vereinigten Staaten von Amerika, oder eine Gesellschaft mit Sitz in oder gegründet entsprechend dem Gesetz eines Bundesstaats der Vereinigten Staaten von Amerika, eines ihrer Territorien oder sonstigen Hoheitsgebiete, oder ein Vermögen oder Trust ausgenommen ein Vermögen oder Trust, dessen Einkommen von Quellen außerhalb der Vereinigten Staaten von Amerika nicht einzuschließen ist in die Bruttoeinkünfte, welche für die United States Income Tax zu berechnen sind.

- In diesen Fällen wird die Depotbank auf nicht bereits ausgeführte Zeichnungsaufträge eingehende Zahlungen unverzüglich zurückerstatten.

- Die Investmentgesellschaft wird dem Aktionär, der als Aktionär der erworbenen Aktien gilt, eine Aufforderung zustellen ("Rücknahmeaufforderung"), wobei sie, die zurückzukaufenden Aktien, den für diese Aktien zu zahlenden Rücknahmepreis und den Ort, an dem der Rücknahmepreis dieser Aktien zahlbar ist, bestimmt. Die Rücknahmeaufforderung kann einem solchen Aktionär auf dem Postweg, durch frankierten Einschreibebrief an seine zuletzt bekannte oder seine im Aktienregister der Investmentgesellschaft eingetragene Anschrift, zugestellt werden.

- Unmittelbar nach Geschäftsschluss am Tag, der in der Rücknahmeaufforderung genannt ist, verliert der Aktionär sein Eigentumsrecht an den in der Rücknahmeaufforderung genannten Aktien und sein Name wird im Aktienregister gelöscht.

- Der Rücknahmepreis zu dem die genannten Aktien gemäß Rücknahmeaufforderung zurückgekauft werden, ist der Rücknahmepreis wie in Artikel 8 Nr.1 dieser Satzung definiert.

- Die Zahlung des Rücknahmepreises wird dem betreffenden Aktionär in der jeweiligen Teilfondswährung geleistet und wird durch die Investmentgesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder bei einer anderen Zahlstelle (wie in der Rücknahmeaufforderung festgehalten) zur Zahlung hinterlegt. Mit Hinterlegung dieses Rücknahmepreises verliert der betreffende Aktionär die Rechte, die er, wie in der Rücknahmeaufforderung aufgeführt, innehat sowie alle weiteren Rechte an den Aktien, oder jegliche Forderungen gegen die Investmentgesellschaft oder deren Vermögenswerte.

Die Ausübung durch die Investmentgesellschaft der ihr gemäß diesem Artikel zustehenden Rechte kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder als ungültig angesehen werden, dass kein ausreichender Nachweis des Eigentumsrechts von Aktien einer Person vorgelegen habe, oder dass der tatsächliche Aktionär ein anderer gewesen sei, als es gegenüber der Investmentgesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahmeaufforderung erschien, vorausgesetzt, dass in jedem Falle die besagten Rechte durch die Investmentgesellschaft in gutem Glauben ausgeübt worden sind.

Die Stimmabgabe an einer Versammlung der Aktionäre durch einen solchen Aktionär kann abgelehnt werden.

III. Versammlung der Aktionäre

Art. 10. Rechte der Versammlung der Aktionäre. Die ordnungsgemäß einberufene Versammlung der Aktionäre der Investmentgesellschaft vertritt alle Aktionäre der Investmentgesellschaft. Sie hat die weitesten Befugnisse, um alle Handlungen der Investmentgesellschaft anzuordnen oder zu bestätigen. Ihre Beschlüsse sind bindend für alle Aktionäre, sofern diese Beschlüsse in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Gesetz und dieser Satzung stehen, insbesondere sofern sie

nicht in die Rechte der getrennten Versammlungen der Aktionäre einer bestimmten Aktienklasse oder eines bestimmten Teilfonds eingreifen.

Art. 11. Einberufung.

1. Die jährliche Versammlung der Aktionäre wurde ursprünglich gemäß dem Luxemburger Gesetz in Luxemburg, am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen Ort der Gemeinde, in der sich der Gesellschaftssitz befindet, der in der Einberufung festgelegt wird, am dritten Mittwoch im Mai eines jeden Jahres um 11:00 Uhr und zum ersten Mal im Jahre 2000 abgehalten.

Abweichend davon wurde beschlossen, dass die jährliche Versammlung der Aktionäre gemäß dem Luxemburger Gesetz in Luxemburg am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen Ort der Gemeinde, in der sich der Gesellschaftssitz befindet, der in der Einberufung festgelegt wird, am vierten Mittwoch im November eines jeden Jahres um 11:00 Uhr und zum ersten Mal im Jahr 2010 abgehalten wird. Falls dieser Tag ein Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Versammlung der Aktionäre am ersten nachfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Die jährliche Versammlung der Aktionäre kann im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft nach seinem Ermessen feststellt, dass außergewöhnliche Umstände dies erfordern. Eine derartige Entscheidung des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft ist unanfechtbar.

2. Die Aktionäre kommen außerdem aufgrund einer den gesetzlichen Bestimmungen entsprechenden Einberufung des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft zusammen. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche mindestens ein Zehntel des Fondsvermögens der Investmentgesellschaft repräsentieren, zusammentreten. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft vorbereitet, außer in den Fällen, in denen die Versammlung der Aktionäre auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt; in solchen Fällen kann der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

3. Außerordentliche Versammlungen der Aktionäre können zu der Zeit und an dem Orte abgehalten werden, wie es in der Einberufung zur jeweiligen außerordentlichen Versammlung der Aktionäre angegeben ist.

4. Die oben unter Nr. 2 und 3 aufgeführten Regeln gelten entsprechend für getrennte Versammlungen von Aktionären einer oder mehrerer Teilfonds oder Aktienklassen.

Art. 12. Beschlussfähigkeit und Abstimmung. Der Ablauf der Versammlungen der Aktionäre bzw. der getrennten Versammlungen von Aktionären einer oder mehrerer Teilfonds oder Aktienklasse(n) muss, soweit es die vorliegende Satzung nicht anders bestimmt, den gesetzlichen Bestimmungen entsprechen.

Grundsätzlich ist jeder Aktionär an den Versammlungen der Aktionäre teilnahmeberechtigt. Jeder Aktionär kann sich vertreten lassen, indem er eine andere Person schriftlich als seinen Bevollmächtigten bestimmt.

An für einzelne Teilfonds oder Aktienklassen stattfindenden Versammlungen der Aktionäre, die ausschließlich die jeweiligen Teilfonds oder Aktienklassen betreffende Beschlüsse fassen können, dürfen nur diejenigen Aktionäre teilnehmen, die Aktien der entsprechenden Teilfonds oder Aktienklassen halten.

Die Form der Vollmachten sowie die Frist, binnen derer die Vollmachten vor der Versammlung der Aktionäre am Gesellschaftssitz hinterlegt werden müssen, können vom Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft festgelegt werden.

Alle anwesenden Aktionäre und Bevollmächtigte müssen sich vor Eintritt in die Versammlung der Aktionäre in die vom Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft aufgestellte Anwesenheitsliste einschreiben.

Die Versammlung der Aktionäre der Investmentgesellschaft entscheidet über alle im Gesetz vom 10. August 1915 sowie im Gesetz vom 20. Dezember 2002, vorgesehenen Angelegenheiten, und zwar in den Formen, mit dem Quorum und den Mehrheiten, die von den vorgenannten Gesetzen vorgesehen sind. Sofern die vorgenannten Gesetze oder die vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges anordnen, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Versammlung der Aktionäre durch einfache Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Aktionäre gefasst.

Jeder Anteil gibt das Recht auf eine Stimme. Anteilbruchteile sind nicht stimmberechtigt. Anteilbruchteile berechtigen jedoch den Aktionär anteilmäßig Ausschüttungen und Liquidationserlöse zu erhalten.

Bei Fragen, welche die Investmentgesellschaft als Ganzes betreffen, stimmen die Aktionäre der Investmentgesellschaft gemeinsam ab. Eine getrennte Abstimmung erfolgt jedoch bei Fragen die nur eine(n) oder mehrere Teilfonds oder Aktienklasse(n) betreffen.

Art. 13. Vorsitzender, Stimmzähler, Sekretär.

1. Die Versammlung der Aktionäre tritt unter dem Vorsitz des Vorsitzenden des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft oder, im Falle seiner Abwesenheit, unter dem Vorsitz eines von der Versammlung der Aktionäre gewählten Vorsitzenden zusammen.

2. Der Vorsitzende bestimmt einen Sekretär, der nicht notwendigerweise Aktionär sein muss, und die Versammlung der Aktionäre ernennt unter den anwesenden und dies annehmenden Aktionären oder den Vertretern der Aktionäre einen Stimmzähler.

3. Die Protokolle der Versammlung der Aktionäre werden von dem Vorsitzenden, dem Stimmzähler und dem Sekretär der jeweiligen Versammlung der Aktionäre und den Aktionären, die dies verlangen, unterschrieben.

4. Abschriften und Auszüge, die von der Investmentgesellschaft zu erstellen sind, werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

IV. Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft

Art. 14. Zusammensetzung.

1. Der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die von der Versammlung der Aktionäre bestimmt werden und die nicht Aktionäre der Investmentgesellschaft sein müssen.

Auf der Versammlung der Aktionäre kann ein neues Mitglied, das dem Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft bislang nicht angehört hat, nur dann zum Verwaltungsratsmitglied gewählt werden, wenn

a) diese betreffende Person vom Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft zur Wahl vorgeschlagen wird oder

b) ein Aktionär, der bei der anstehenden Versammlung der Aktionäre, die den Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft bestimmt, voll stimmberechtigt ist, dem Vorsitzenden - oder wenn dies unmöglich sein sollte, einem anderen Verwaltungsratsmitglied - schriftlich nicht weniger als sechs und nicht mehr als dreißig Tage vor dem für die Versammlung der Aktionäre vorgesehenen Datum seine Absicht unterbreitet, eine andere Person als seiner selbst zur Wahl oder zur Wiederwahl vorzuschlagen, zusammen mit einer schriftlichen Bestätigung dieser Person, sich zur Wahl stellen zu wollen, wobei jedoch der Vorsitzende der Versammlung der Aktionäre unter dem Vorbehalt einstimmiger Zustimmung aller anwesenden Aktionäre den Verzicht auf die oben aufgeführten Erklärungen beschließen kann und die solcherweise nominierte Person zur Wahl vorschlagen kann.

2. Die Versammlung der Aktionäre bestimmt die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Dauer ihrer Mandate. Eine Mandatsperiode darf die Dauer von sechs Jahren nicht überschreiten. Ein Verwaltungsratsmitglied kann wieder gewählt werden.

3. Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden von der Versammlung der Aktionäre ernannten Mitglieder des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft bis zur nächstfolgenden Versammlung der Aktionäre einen vorläufigen Nachfolger bestimmen.

4. Die Verwaltungsratsmitglieder können jederzeit von der Versammlung der Aktionäre abberufen werden.

Art. 15. Befugnisse. Der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft hat die Befugnis, alle Geschäfte zu tätigen und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten der Investmentgesellschaft, soweit sie nicht nach dem Gesetz vom 10. August 1915 oder nach dieser Satzung der Versammlung der Aktionäre vorbehalten sind.

Art. 16. Interne Organisation des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft. Der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft ernannt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden.

Der Verwaltungsratsvorsitzende steht den Sitzungen des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft vor; in seiner Abwesenheit bestimmt der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft ein anderes Verwaltungsratsmitglied als Sitzungsvorsitzenden.

Der Vorsitzende kann einen Sekretär ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft zu sein braucht und der die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft und der Versammlung der Aktionäre zu erstellen hat.

Der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft ist ermächtigt, einen Beirat sowie Anlageausschüsse für die jeweiligen Teilfonds zu ernennen und deren Befugnisse festzulegen.

Art. 17. Beirat.

1. Der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft kann zur Unterstützung seiner Geschäftstätigkeit einen Beirat ernennen, dem nicht mehr als 5 Mitglieder angehören dürfen.

2. Der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft ernannt diese Mitglieder nach freiem Ermessen aus dem Kreis der mit der Investmentgesellschaft zusammenarbeitenden Partner nach Maßgabe ihrer Geschäftsbeziehungen mit der Investmentgesellschaft.

3. Der Beirat kann den Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft in allen Belangen, die in dessen Kompetenz fallen, beraten. Eine Entscheidungsbefugnis kommt dem Beirat indessen nicht zu.

4. Der Beirat konstituiert sich selbst und wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden. Die Bestimmungen über die interne Organisation und die Protokolle des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft (Artikel 16 dieser Satzung, vorstehend sowie nachstehenden Artikel 18, 19 und 20 dieser Satzung) finden auf den Beirat sinngemäß Anwendung. Empfehlungen und Protokolle des Beirates sind allen Mitgliedern des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft zur Kenntnis zu bringen.

5. Der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft kann über die Ernennung der Mitglieder des Beirates und die interne Organisation des Beirates eine Geschäftsordnung erlassen.

Art. 18. Häufigkeit und Einberufung. Der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft tritt, auf Einberufung des Vorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort, so oft zusammen, wie es die Interessen der Investmentgesellschaft erfordern, mindestens jedoch einmal im Jahr.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der Sitzung des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft schriftlich einberufen, es sei denn die Wahrung der vorgenannten Frist ist aufgrund von Dringlichkeit unmöglich. In diesen Fällen sind Art und Gründe der Dringlichkeit im Einberufungsschreiben anzugeben.

Ein Einberufungsschreiben ist, sofern jedes Verwaltungsratsmitglied sein Einverständnis schriftlich, mittels Brief oder Telefax gegeben hat, nicht erforderlich.

Eine gesonderte Einberufung ist nicht erforderlich, wenn eine Sitzung des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft zu einem Termin und an einem Ort stattfindet, die in einem im Voraus vom Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft gefassten Beschluss festgelegt sind.

Art. 19. Sitzungen des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Sitzung des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft teilhaben, indem es schriftlich, mittels Brief oder Telefax ein anderes Verwaltungsratsmitglied als seinen Bevollmächtigten ernannt.

Darüber hinaus kann jedes Verwaltungsratsmitglied an einer Sitzung des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche es ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft einander hören können, teilnehmen. Diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft gleich.

Der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder bei der Sitzung des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft zugegen oder vertreten ist. Die Beschlüsse werden durch einfache Mehrheit der Stimmen der anwesenden bzw. vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Sitzungsvorsitzenden ausschlaggebend.

Die Verwaltungsratsmitglieder können, mit Ausnahme von im Umlaufverfahren gefassten Beschlüssen, wie nachfolgend beschrieben, nur im Rahmen von Sitzungen des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft, die ordnungsgemäß einberufen worden sind, Beschlüsse fassen.

Die Verwaltungsratsmitglieder können einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren fassen. In diesem Falle sind die von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterschriebenen Beschlüsse gleichermaßen gültig und vollzugsfähig wie solche, die während einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft gefasst wurden. Diese Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Kopien desselben Dokumentes gemacht werden und können mittels Brief oder Telefax eingeholt werden.

Der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft kann seine Befugnisse und Pflichten der täglichen Verwaltung an juristische oder natürliche Personen, die nicht Mitglieder des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft sein müssen, delegieren und diesen für ihre Tätigkeiten Gebühren und Provisionen zahlen, die im einzelnen in Artikel 29 dieser Satzung beschrieben sind.

Art. 20. Protokolle. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft werden in Protokollen festgehalten, die in ein diesbezügliches Register eingetragen und vom Sitzungsvorsitzenden und vom Sekretär unterschrieben werden.

Abschriften und Auszüge dieser Protokolle werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

Art. 21. Zeichnungsbefugnis. Die Investmentgesellschaft wird durch die Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtlich gebunden. Der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft kann ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglied(er) ermächtigen, die Investmentgesellschaft durch Einzelunterschrift zu vertreten. Daneben kann der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft andere juristische oder natürliche Personen ermächtigen, die Investmentgesellschaft entweder durch Einzelunterschrift oder gemeinsam mit einem Verwaltungsratsmitglied rechtsgültig zu vertreten.

Art. 22. Unvereinbarkeitsbestimmungen. Kein Vertrag, kein Vergleich oder sonstiges Rechtsgeschäft, das die Investmentgesellschaft mit anderen Gesellschaften schließt, wird durch die Tatsache beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Investmentgesellschaft irgendwelche Interessen in oder Beteiligungen an irgendeiner anderen Gesellschaft haben, oder durch die Tatsache, dass sie Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Direktor, Geschäftsführer, Bevollmächtigter oder Angestellter der anderen Gesellschaft sind.

Dieses(r) Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft, welches(r) zugleich Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer Bevollmächtigter oder Angestellter einer anderen Gesellschaft ist, mit der die Investmentgesellschaft Verträge abgeschlossen hat oder mit der sie in einer anderen Weise in geschäftlichen Beziehungen steht, wird dadurch nicht das Recht verlieren, zu beraten, abzustimmen und zu handeln, was die Angelegenheiten, die mit einem solchen Vertrag oder solchen Geschäften in Verbindung stehen, anbetrifft.

Falls aber ein Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter ein persönliches Interesse in irgendwelcher Angelegenheit der Investmentgesellschaft hat, muss dieses(r) Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft den Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft über dieses persönliche Interesse informieren, und es/er wird weder mitberaten noch am Votum über diese Angelegenheit teilnehmen. Ein Bericht über diese Angele-

genheit und über das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors oder Bevollmächtigten der Investmentgesellschaft muss bei der nächsten Versammlung der Aktionäre erstattet werden.

Der Begriff "persönliches Interesse", wie er im vorstehenden Absatz verwendet wird, findet keine Anwendung auf jedwede Beziehung und jedwedes Interesse, die nur deshalb entstehen, weil das Rechtsgeschäft zwischen der Investmentgesellschaft einerseits und dem Fondsmanager, der Zentralverwaltungsstelle, der Register- und Transferstelle, der oder den Vertriebsstelle(n) (bzw. ein mit diesen mittelbar oder unmittelbar verbundenes Unternehmen) oder jeder anderen von der Investmentgesellschaft benannten Gesellschaft andererseits geschlossen wird.

Die vorhergehenden Bestimmungen sind in Fällen, in denen die Depotbank Partei eines solchen Vertrages, Vergleiches oder sonstigen Rechtsgeschäftes ist, nicht anwendbar. Geschäftsleiter, Prokuristen und die zum gesamten Geschäftsbetrieb ermächtigten Handlungsbevollmächtigten der Depotbank dürfen nicht gleichzeitig als Angestellte der Investmentgesellschaft zur täglichen Geschäftsführung bestellt sein. Geschäftsleiter, Prokuristen und die zum gesamten Geschäftsbetrieb ermächtigten Handlungsbevollmächtigten der Investmentgesellschaft dürfen nicht gleichzeitig als Angestellte der Depotbank zur täglichen Geschäftsführung bestellt sein.

Art. 23. Schadloshaltung. Die Investmentgesellschaft verpflichtet sich, jedes(n) der Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigten, ihre Erben, Testamentsvollstrecker und Verwalter schadlos zu halten gegen alle Klagen, Forderungen und Haftungen irgendwelcher Art, sofern die Betroffenen ihre Verpflichtungen ordnungsgemäß erfüllt haben, und diese für sämtliche Kosten, Ausgaben und Verbindlichkeiten, die anlässlich solcher Klagen, Verfahren, Forderungen und Haftungen entstanden sind, zu entschädigen.

Das Recht auf Entschädigung schließt andere Rechte zugunsten des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors, Geschäftsführers oder Bevollmächtigten nicht aus.

V. Wirtschaftsprüfer

Art. 24. Wirtschaftsprüfer. Die Kontrolle der Jahresberichte der Investmentgesellschaft ist einer Wirtschaftsprüfergesellschaft bzw. einem oder mehreren Wirtschaftsprüfer(n) zu übertragen, die im Großherzogtum Luxemburg zugelassen ist/ sind und von der Versammlung der Aktionäre ernannt wird/ werden.

Der/ die Wirtschaftsprüfer ist/ sind für eine Dauer von bis zu sechs Jahren ernannt und kann/ können jederzeit von der Versammlung der Aktionäre abberufen werden.

VI. Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie, Bewertungsgrundsätze, Einstellung der Anteilwertberechnung, Verwendung der Erträge

Art. 25. Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie und Bewertungsgrundsätze.

A. Das Netto-Fondsvermögen der Investmentgesellschaft lautet auf Euro (EUR) ("Referenzwährung").

Der Wert einer Aktie ("Nettoinventarwert pro Aktie") lautet auf die für den jeweiligen Teilfonds im entsprechenden Anhang zum Verkaufsprospekt festgelegte Währung ("Teilfondswährung"). Der Nettoinventarwert pro Aktie wird von der Investmentgesellschaft oder einem von ihr Beauftragten unter Aufsicht der Depotbank an jedem Bewertungstag berechnet.

Zur Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie wird der Wert der zu dem jeweiligen Teilfonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten des jeweiligen Teilfonds ("Netto-Teilfondsvermögen") an jedem Bankarbeitstag in Luxemburg mit Ausnahme des 24. und 31. Dezember eines jeden Jahres ("Bewertungstag") ermittelt und durch die Anzahl der sich am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des jeweiligen Teilfonds geteilt. Die Investmentgesellschaft kann jedoch beschließen, den Anteilwert am 24. und 31. Dezember eines Jahres zu ermitteln, ohne dass es sich bei diesen Wertermittlungen um Berechnungen des Anteilwertes an einem Bewertungstag im Sinne des vorstehenden Satzes dieses Absatzes handelt. Folglich können die Aktionäre keine Ausgabe, Rücknahme und/oder Umtausch von Aktien auf Grundlage eines am 24. Dezember und/oder 31. Dezember eines Jahres ermittelten Nettoinventarwertes pro Aktie verlangen.

Die Nettoinventarwert pro Aktie erfolgt nach den vorstehend aufgeführten Kriterien für jeden Teilfonds separat. Soweit jedoch innerhalb eines Teilfonds Aktienklassen gebildet wurden, erfolgt die daraus resultierende Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie innerhalb des betreffenden Teilfonds nach den vorstehend aufgeführten Kriterien für jede Aktienklasse getrennt. Die Zusammenstellung und Zuordnung der Aktiva erfolgt immer pro Teilfonds.

Soweit in Jahres- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäß den Regelungen dieser Satzung Auskunft über die Situation des Fondsvermögens der Investmentgesellschaft insgesamt erteilt werden muss, werden die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in die Referenzwährung umgerechnet.

B. Das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

I. Die Vermögenswerte der jeweiligen Teilfonds beinhalten:

1. sämtliche Investmentanteile;
2. flüssige Mittel;
3. Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere;
4. sämtliche Festgelder;
5. als Eingang zu erwartende Barmittel oder Bareinlagen einschließlich aufgelaufener Zinsen;

6. sämtliche Forderungen, die bei Vorlage zahlbar werden sowie alle sonstigen Geldforderungen einschließlich noch nicht erfüllter Ausgabepreisforderungen aus dem Verkauf von Investmentanteilen oder anderen Vermögenswerten;

7. jegliche Ausschüttungen, welche der Teilfonds beanspruchen kann, soweit sie ihm bekannt sind;

8. alle übrigen Vermögenswerte jeder Art, einschließlich vorausentrichteter Kosten.

II. Der Wert der vorgenannten Vermögenswerte wird folgendermaßen bestimmt:

1. Investmentanteile werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bzw. Tageskurs bewertet. Falls für Investmentanteile die Rücknahme ausgesetzt ist oder keine Rücknahmepreise festgelegt werden, werden diese Anteile ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsmodellen festlegt.

2. Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

3. Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet.

4. Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, die aber auf einem anderen geregelten, anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäß funktionierenden Markt gehandelt werden, werden zu dem zuletzt verfügbaren Kurs bewertet. Ist im Zeitpunkt des Bewertungstages kein repräsentativer Kurs verfügbar, werden die Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere zu ihrem jeweiligen Verkehrswert, wie ihn der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsmodellen festlegt, bewertet.

5. Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere, die weder an einer Börse amtlich notiert, noch auf einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zu ihrem jeweiligen Verkehrswert, wie ihn der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsmodellen festlegt, bewertet.

6. Festgelder können zum Renditekurs bewertet werden, sofern ein entsprechender Vertrag zwischen der Investmentgesellschaft und der Depotbank geschlossen wurde, gemäß dem die Festgelder jederzeit kündbar sind und der Renditekurs dem Realisierungswert entspricht.

7. Devisentermingeschäfte und Optionen werden grundsätzlich zu den letzten verfügbaren Börsenkursen bzw. Marktpreisen des Vortages bewertet. Sofern ein Bewertungstag gleichzeitig Abrechnungstag einer Option ist, erfolgt die Bewertung der entsprechenden Option zu ihrem jeweiligen Schlussabrechnungspreis ("settlement price").

8. Die auf Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere entfallenden anteiligen Zinsen werden mit einbezogen, soweit sie nicht bereits im Kurswert enthalten sind.

9. Alle anderen Vermögenswerte werden zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsmodellen festgelegt hat.

10. Alle nicht auf die Teilfondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten Devisenmittelkurs in die Teilfondswährung umgerechnet.

III. Die Verbindlichkeiten der Investmentgesellschaft beinhalten:

1. Alle Kreditaufnahmen, Wechsel und anderen fälligen Beträge; inklusive Sicherheitsleistungen wie margin accounts etc. im Zusammenhang mit dem Einsatz von derivativen Instrumenten;

2. sämtliche von der Investmentgesellschaft geschuldeten fälligen oder fällig werdenden Kosten im Sinne von nachfolgend Artikel 29 dieser Satzung;

3. ein zur Deckung der am Bewertungstag geschuldeten Steuern beiseite gelegter angemessener Betrag und alle übrigen Rückstellungen, die vom Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft zugelassen oder genehmigt wurden;

4. alle fälligen und noch nicht fälligen bekannten Verbindlichkeiten inklusive der erklärten, aber noch nicht bezahlten Dividenden; und

5. alle übrigen gegenüber Dritten bestehenden Verbindlichkeiten jeder Art der Investmentgesellschaft.

Zum Zwecke der Bewertung ihrer Verbindlichkeiten kann die Investmentgesellschaft alle administrativen und sonstigen Aufwendungen mit regelmäßigem bzw. periodischem Charakter mit einbeziehen, indem sie diese für das gesamte Jahr oder jede andere Periode bewertet und den sich ergebenden Betrag proportional auf die jeweilige aufgelaufene Zeitperiode aufteilt. Diese Bewertungsmethode darf sich nur auf administrative und sonstige Aufwendungen beziehen, die alle Teilfonds gleichmäßig betreffen.

IV. Für den jeweiligen Teilfonds wird der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft in folgender Weise ein Anlagevermögen erstellen:

1. Sich auf einen Teilfonds beziehende Netto-Vermögenswerte bezeichnen diejenigen Vermögenswerte, die diesem Teilfonds zugerechnet werden, abzüglich der diesem Teilfonds zurechenbaren Verbindlichkeiten. Kann ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit von der Investmentgesellschaft als einem Teilfonds nicht zurechenbar betrachtet werden, wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit den Vermögenswerten oder Verbindlichkeiten, die sich auf die Investmentgesellschaft als Ganzes beziehen, oder anteilig allen betreffenden Teilfonds nach deren Netto-Teilfondsver-

mögen zugerechnet. Gegenüber Dritten haften die Vermögenswerte der einzelnen Teilfonds lediglich für Verbindlichkeiten, welche von den betreffenden Teilfonds eingegangen werden.

2. Vermögenswerte, welche von anderen Vermögenswerten abgeleitet sind, werden in den Büchern der Investmentgesellschaft denselben Teilfonds zugeordnet, wie die Vermögenswerte, von welchen sie abgeleitet sind und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird die Werterhöhung oder Wertminderung den entsprechenden Teilfonds zugeordnet.

3. Sofern die Investmentgesellschaft eine Verbindlichkeit eingeht, welche im Zusammenhang mit einem bestimmten Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds oder im Zusammenhang mit einer Handlung bezüglich eines Vermögenswertes eines bestimmten Teilfonds steht, so wird diese Verbindlichkeit dem entsprechenden Teilfonds zugeordnet.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und ausulegen.

Vorbehaltlich Bösgläubigkeit, Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie, welche vom Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft mit der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie beauftragt hat, getroffen wird, endgültig und für die Investmentgesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Aktionäre bindend.

V. Sofern innerhalb eines Teilfonds Aktienklassen ausgegeben wurden, gelten zusätzlich folgende Grundsätze:

1. Werden gemäß Artikel 7 Nr. 4 dieser Satzung innerhalb eines bestimmten Teilfonds zwei oder mehr Aktienklassen gebildet, so werden die Vermögenswerte des Teilfonds zusammen, gemäß der dem entsprechenden Teilfonds spezifischen Anlagepolitik, angelegt werden, da die entsprechenden Vermögenswerte gemeinsam den betreffenden Teilfonds bilden.

2. Ausschüttungen vermindern die prozentuale Beteiligung der Aktien der Klasse "D" an den Vermögenswerten des Teilfonds und vermindern dementsprechend den Nettoinventarwert pro Aktie dieser Aktienklasse.

3. Der Ausgabepreis abzüglich des Ausgabeaufschlages aus der Ausgabe von Aktien wird in den Büchern der Investmentgesellschaft dem Teilfonds zugeordnet, innerhalb dessen die Aktien der entsprechenden Aktienklasse ausgegeben wurden und der entsprechende Betrag erhöht die prozentuale Beteiligung der entsprechenden Aktienklasse an den Vermögenswerten des Teilfonds. Vermögenswerte und Verbindlichkeiten sowie Ertrag und Aufwendungen, werden nach den Bestimmungen der Satzung dem Teilfonds und nicht den Aktienklassen zugeordnet.

VI. Für die Anwendung der Bestimmung dieses Artikels gilt:

1. Ausgegebene Aktien gelten bei Geschäftsschluss am jeweiligen Bewertungstag als ausstehende Aktien. Aktien, deren Zuteilung rückgängig gemacht bzw. zurückgekauft wurden, gelten bei Geschäftsschluss am jeweiligen Bewertungstag als nicht mehr ausstehend bzw. ausgegeben; ihr Ausgabepreis (abzüglich eventueller Spesen und anderer Kosten und Gebühren, welche von der Investmentgesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe und Zuteilung dieser Aktien bezahlt werden müssen) gilt von dem Zeitpunkt an nicht mehr als Vermögenswert der Investmentgesellschaft, sondern gilt so lange als Verbindlichkeit der Investmentgesellschaft, bis dieser Preis bezahlt ist.

2. Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, die nicht auf die jeweilige Teilfondswährung lauten, werden zum letzten bekannten Devisenmittelkurs in die Teilfondswährung umgewandelt.

Art. 26. Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung Nettoinventarwertes pro Aktie von Aktien eines Teilfonds, die Ausgabe, den Umtausch und die Rücknahme dieser Aktien zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen, und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre gerechtfertigt ist, insbesondere:

1. während der Zeit, in der die Berechnung Nettoinventarwertes pro Aktie von Ziefonds, in welchen ein wesentlicher Teil des betreffenden Teilfondsvermögens angelegt ist, ausgesetzt ist, oder wenn eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, an/ auf welcher(m) ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte notiert oder gehandelt werden, aus anderen Gründen als gesetzlichen oder Bankfeiertagen, geschlossen ist;

2. in Notlagen, wenn die Investmentgesellschaft über Fondsanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung Nettoinventarwertes pro Aktie ordnungsgemäß durchzuführen.

Solange die Berechnung des Nettoinventarwert pro Aktie zeitweilig eingestellt ist, wird auch die Ausgabe von Aktien eingestellt.

Die zeitweilige Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie von Aktien eines Teilfonds führt nicht zur zeitweiligen Einstellung hinsichtlich anderer Teilfonds, die von den betreffenden Ereignissen nicht berührt sind.

Aktionäre, die den Umtausch oder die Rücknahme ihrer Aktien beantragt haben, werden umgehend schriftlich von dieser zeitweiligen Einstellung des Rechts, Aktien umzutauschen oder zurückzugeben, benachrichtigt und werden ferner unverzüglich von der Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie in Kenntnis gesetzt. Jede zeitweilige Einstellung wird im elektronischen Bundesanzeiger und in den Zeitungen, in denen der Nettoinventarwert pro Aktie der Investmentgesellschaft im Allgemeinen publiziert wird, veröffentlicht.

Die Investmentgesellschaft behält sich das Recht vor, die Ausgabe von Aktien in einem oder mehreren Teilfonds zeitweilig einzustellen oder zu beenden und diesbezügliche Zeichnungsanträge zurückzuweisen. Etwaige bereits geleistete

Zahlungen werden den Aktionären unverzüglich zurückgezahlt. Verkäufe werden eingestellt, wenn die Investmentgesellschaft die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie einstellt.

Art. 27. Verwendung der Erträge.

1. Der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft kann die in einem Teilfonds erwirtschafteten Erträge an die Aktionäre dieses Teilfonds ausschütten oder diese Erträge in dem jeweiligen Teilfonds thesaurieren. Dies findet für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt Erwähnung.

2. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Nettoerträge sowie realisierte Kursgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Kursgewinne sowie sonstige Aktiva zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Fondsvermögen der Investmentgesellschaft insgesamt aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze gemäß Artikel 6 Nr. 1 dieser Satzung sinkt.

3. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Aktien ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von neuen Aktien vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können bar ausgezahlt werden. Erträge, die fünf Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des jeweiligen Teilfonds.

4. Werden für einen Teilfonds gemäß Artikel 7 Nr. 4 dieser Satzung Aktienklassen ausgegeben, so berechtigen nur Aktien der Klasse "D" zur Ausschüttung.

5. Ausschüttungen an Aktionäre erfolgen, soweit es sich um ausschüttende Namensaktien handelt, an ihre Anschrift im Aktienregister oder an die Anschrift, die dem Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft schriftlich angegeben worden ist. Bezüglich ausschüttender Inhaberaktien erfolgt die Zahlung von Ausschüttungen gegen Vorlage des jeweiligen Ertragscheins bei den von der Investmentgesellschaft benannten Zahlstellen.

Ausschüttungen, die erklärt, aber nicht auf einen ausschüttenden Inhaberanteil ausgezahlt wurden, insbesondere wenn kein Ertragschein vorgelegt wurde, können nach Ablauf eines Zeitraums von fünf Jahren ab der erfolgten Zahlungserklärung vom Aktionär eines solchen Anteils nicht mehr eingefordert werden und werden dem jeweiligen Teilfondsvermögen der Investmentgesellschaft, bzw. der jeweiligen Aktienklasse, sofern Aktienklassen gebildet wurden, gutgeschrieben und, sofern Aktienklassen gebildet wurde, der jeweiligen Aktienklasse zugeordnet. Auf erklärte Ausschüttungen werden vom Zeitpunkt ihrer Fälligkeit an keine Zinsen bezahlt.

VII. Allgemeines und Schlussbestimmungen

Art. 28. Berichte.

1. Der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft erstellt für die Investmentgesellschaft einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Großherzogtum Luxemburg.

a) Spätestens vier Monate nach Ablauf eines jeden Geschäftsjahres veröffentlicht der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft einen geprüften Jahresbericht entsprechend den Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg;

b) Zwei Monate nach Ende der ersten Hälfte des Geschäftsjahres veröffentlicht der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft einen ungeprüften Halbjahresbericht. Sofern dies für die Berechtigung zum Vertrieb in anderen Ländern erforderlich ist, können zusätzlich geprüfte und ungeprüfte Zwischenberichte erstellt werden.

2. In jedem Jahres- und Halbjahresbericht wird der Betrag der Ausgabeaufschläge und Rücknahmeaufschläge angegeben, die jedem Teilfonds im Berichtszeitraum für den Erwerb und die Rückgabe von Aktien an Zielfonds berechnet worden sind, sowie die Vergütung angegeben, die dem jeweiligen Teilfonds von einer anderen Verwaltungsgesellschaft (Kapitalanlagegesellschaft) oder einer anderen Investmentgesellschaft einschließlich ihrer Verwaltungsgesellschaft als Verwaltungsvergütung für die in dem jeweiligen Teilfonds gehaltenen Anteile des Zielfonds berechnet wurde.

Art. 29. Kosten. Jeder Teilfonds trägt folgende Kosten, soweit sie im Zusammenhang mit seinem Vermögen entstehen:

1. Der Fondsmanager erhält aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen eine Vergütung deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt sind.

Daneben kann der Fondsmanager aus dem jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens eine wertentwicklungsorientierte Vergütung ("Performance-Fee") erhalten, welche als jährlicher Prozentsatz auf den Teil der jährlich netto, d.h. unter Berücksichtigung eventueller zwischenzeitlicher Wertminderungen, erwirtschafteten Wertentwicklung berechnet wird. Diese Performance-Fee kann entweder auf den gesamten Nettowertzuwachs, oder den einen bestimmten Mindestprozentsatz oder eine Benchmark (die Wertentwicklung eines bestimmten Wertpapierindex im selben Zeitraum) übersteigenden Teil des Nettowertzuwachses gerechnet werden. In einem Geschäftsjahr netto erzielte Wertminderungen werden auf das folgende Geschäftsjahr zum Zwecke der Berechnung der Performance-Fee vorgetragen. Die prozentuale Höhe sowie der Berechnungsmodus einer etwaigen Performance-Fee werden für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt.

Neben der Vergütung des Fondsmanagers wird dem jeweiligen Teilfondsvermögen mittelbar eine Verwaltungsvergütung für die in ihm enthaltenen Zielfonds berechnet.

Soweit die Investmentgesellschaft Anteile eines Zielfonds erwirbt, der

(a) von einer anderen Gesellschaft verwaltet wird, die mit der Investmentgesellschaft durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist, oder

(b) von "Sauren Finanzdienstleistungen GmbH & Co. KG" oder von einer Verwaltungsgesellschaft für einen Fonds von "Sauren Finanzdienstleistungen GmbH & Co. KG" verwaltet wird, oder von einer Gesellschaft verwaltet wird, bei der ein oder mehrere Mitglieder der Geschäftsleitung bzw. des Verwaltungsrates gleichzeitig Mitglieder der Geschäftsleitung bzw. des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft oder einer anderen Gesellschaft, die mit "Sauren Finanzdienstleistungen GmbH & Co. KG" verbunden ist, sind

dürfen dem jeweiligen Teilfondsvermögen keine Ausgabeaufschläge und Rücknahmeabschläge für die Zielfonds berechnet werden. Das Verbot gilt ferner im Falle der Anlage in Anteile an Zielfonds, die mit der Investmentgesellschaft in der vorstehenden Weise verbunden sind.

Soweit einzelne Teilfonds jedoch in Zielfonds anlegen, die von anderen Gesellschaften aufgelegt und/ oder verwaltet werden, sind gegebenenfalls der jeweilige Ausgabeaufschlag bzw. eventuelle Rücknahmegebühren zu berücksichtigen. Im übrigen ist zu berücksichtigen, dass zusätzlich zu den Kosten, die dem Teilfondsvermögen gemäß den Bestimmungen dieser Satzung und des Verkaufsprospektes (nebst Anhängen) belastet werden, Kosten für das Management und die Verwaltung der Zielfonds, in welchen die einzelnen Teilfonds anlegen, sowie die Depotbankvergütung, die Kosten der Wirtschaftsprüfer, Steuern sowie sonstige Kosten und Gebühren, auf das Fondsvermögen dieser Zielfonds anfallen werden und somit eine Mehrfachbelastung mit gleichartigen Kosten entstehen kann. Im Jahresbericht und im Halbjahresbericht werden der Betrag der Ausgabe- und Rücknahmeabschläge offen gelegt, die dem jeweiligen Teilfondsvermögen im Berichtszeitraum für den Erwerb und die Rücknahme von Zielfondsanteilen berechnet wurden; ebenso offen gelegt wird die Verwaltungsvergütung, die dem jeweiligen Teilfondsvermögen im Berichtszeitraum für die in ihm enthaltenen Zielfondsanteile berechnet wurde, welche

- von der Investmentgesellschaft selbst oder
- einer anderen Verwaltungsgesellschaft (Kapitalanlagegesellschaft) verwaltet werden oder
- von einer anderen Gesellschaft verwaltet werden, die mit der Investmentgesellschaft durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist, oder
- von "Sauren Finanzdienstleistungen GmbH & Co. KG" oder von einer Verwaltungsgesellschaft für einen Fonds von "Sauren Finanzdienstleistungen GmbH & Co. KG" verwaltet werden, oder von einer Gesellschaft verwaltet werden, bei der ein oder mehrere Mitglieder der Geschäftsleitung bzw. des Verwaltungsrates gleichzeitig Mitglieder der Geschäftsleitung bzw. des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft oder einer anderen Gesellschaft, die mit "Sauren Finanzdienstleistungen GmbH & Co. KG" verbunden ist, sind.

2. Soweit der Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft Berater für einen bestimmten Teilfonds bestellt hat, werden diese Berater aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen eine Vergütung für ihre Leistungen im Rahmen der Beratung erhalten. Die maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung dieser Vergütung sind für den jeweiligen Teilfonds im entsprechenden Anhang dieses Verkaufsprospektes aufgeführt.

3. Die Vertriebsstelle erhält aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen eine Betreuungsvergütung für seine Leistung im Rahmen der Beratung, Betreuung und Information der Aktionäre der Investmentgesellschaft, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt sind.

4. Die Register- und Transferstelle erhält aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen eine Vergütung, deren Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt sind. Darüber hinaus werden der Register- und Transferstelle die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfondsvermögen anfallenden eigenen Auslagen und sonstige Kosten sowie die durch die erforderliche Inanspruchnahme Dritter entstehenden Auslagen und sonstigen Kosten erstattet.

5. Die Zentralverwaltungsstelle erhält aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen eine Zentralverwaltungsstellenvergütung, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt sind. Darüber hinaus werden der Zentralverwaltungsstelle die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfondsvermögen anfallenden eigenen Auslagen und sonstige Kosten sowie die durch die erforderliche Inanspruchnahme Dritter entstehenden Auslagen und sonstigen Kosten erstattet.

6. Die Depotbank erhält aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen eine Depotbankvergütung sowie Bearbeitungsgebühren, deren Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt sind. Des Weiteren erhält die Depotbank bankübliche Spesen. Darüber hinaus werden der Depotbank die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfondsvermögen anfallenden eigenen Auslagen und sonstige Kosten sowie die durch die erforderliche Inanspruchnahme Dritter entstehenden Auslagen und sonstigen Kosten erstattet.

7. Die Investmentgesellschaft kann dem jeweiligen Teilfonds außerdem folgende Kosten belasten:

- a) Die im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögensgegenständen anfallenden Kosten mit Ausnahme von Ausgabeaufschlägen und Rücknahmeabschlägen bei Anteilen von Zielfonds, die mit der Investmentgesellschaft im Sinne von vorstehender Nr. 1 verbunden sind;
- b) Steuern, die auf das Teilfondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten des jeweiligen Teilfonds erhoben werden;
- c) Kosten für die Rechtsberatung, die der Investmentgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Aktionäre des jeweiligen Teilfonds handeln;

- d) Kosten des Wirtschaftsprüfers;
- e) Kosten der Vorbereitung und Erstellung sowie der Hinterlegung und Veröffentlichung der Satzung sowie anderer Dokumente, die den jeweiligen Teilfonds betreffen, einschließlich Anmeldungen zur Registrierung, Verkaufsprospekte (einschließlich ihrer Anhänge) oder schriftliche Erläuterungen bei sämtlichen Aufsichtsbehörden und Börsen (einschließlich der örtlichen Wertpapierhändlervereinigungen), die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfonds oder dem Anbieten der Aktien vorgenommen/ erstellt werden müssen, die Druck- und Vertriebskosten der Jahres- und Halbjahresberichte für die Aktionäre in allen notwendigen Sprachen sowie Druck- und Vertriebskosten sämtlicher weiterer Berichte und Dokumente, die gemäß den anwendbaren Gesetzen oder Verordnungen der genannten Behörden notwendig sind sowie sämtliche Verwaltungsgebühren;
- f) die banküblichen Gebühren, gegebenenfalls einschließlich der banküblichen Kosten für die Verwahrung von Investmentanteilen und anderen Vermögenswerten im Ausland;
- g) Kosten für die Werbung und solche, die unmittelbar im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Aktien anfallen;
- h) Versicherungskosten;
- i) Vergütungen der Zahlstellen, Vertriebsstellen und Repräsentanten im Ausland;
- j) die Zinsen, die im Rahmen von Krediten anfallen, welche gemäß Artikel 5 Nr. 4 Buchstabe b) dieser Satzung aufgenommen werden;
- k) Kosten der für die Aktionäre bestimmten Veröffentlichungen;
- l) die Kosten der Mitteilung an die Aktionäre über die Eintragung in das Aktienregister
- m) etwaige Honorare und Auslagen der Verwaltungsratsmitglieder;
- n) Auslagen eines etwaigen Anlageausschusses;
- o) Kosten für die Gründung der Investmentgesellschaft und die Erstaussgabe von Aktien.

Unter vorstehender Nr. 7. b) ist vor allem die *taxe d'abonnement* für die Anlage in Zielfonds Nicht-Luxemburger Rechts zu nennen. Eine Schätzung der Gesamtsumme der unter Nr. 4, 5 und 6 genannten Auslagen und sonstigen Kosten sowie der unter Nr. 7. a) und c) bis n) fallenden Kosten wird für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt angegeben.

Die Kosten für die Gründung der Investmentgesellschaft und die Erstaussgabe von Aktien wurden dem Fondsvermögen der bei der Gründung bestehenden Teilfonds der Investmentgesellschaft im ersten Geschäftsjahr belastet. Die Aufteilung der Gründungskosten sowie der o.g. Kosten, welche nicht ausschließlich im Zusammenhang mit einem bestimmten Teilfondsvermögen stehen, erfolgt auf das jeweilige Teilfondsvermögen pro rata durch die Investmentgesellschaft. Kosten im Zusammenhang mit der Auflegung weiterer Teilfonds werden dem jeweiligen Teilfondsvermögen im ersten Geschäftsjahr belastet.

Alle Kosten und Entgelte werden zuerst den ordentlichen Erträgen angerechnet, dann den Kapitalgewinnen und erst dann dem Fondsvermögen der Investmentgesellschaft.

Verwaltungs- und andere Aufwendungen von regelmäßiger und wiederkehrender Art können im Voraus auf der Grundlage von Schätzungen für Jahres- und andere Zeiträume berechnet und anteilig über diese Zeiträume verteilt werden.

Kosten, Gebühren und Aufwendungen, die einem Teilfonds zurechenbar sind, werden von diesem Teilfonds getragen. Andernfalls werden sie anteilig nach der Höhe des Netto-Teilfondsvermögens aller oder aller relevanten Teilfonds aufgeteilt.

Art. 30. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Investmentgesellschaft wurde ursprünglich vom 1. Januar bis zum 31. Dezember eines jeden Jahres, festgelegt.

Abweichend davon wurde beschlossen, dass das Geschäftsjahr 2010 am 1. Januar 2010 beginnt und am 30. Juni 2010 endet.

Ab 2010 beginnen die Geschäftsjahre am 1. Juli eines Jahres und enden am 30. Juni des folgenden Jahres.

Art. 31. Depotbank

1) Die Investmentgesellschaft hat eine Bank mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg als Depotbank bestellt. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz vom 20. Dezember 2002, dem Depotbankvertrag, dieser Satzung sowie dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen).

2) Die Depotbank sowie die Investmentgesellschaft sind jeweils berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich mit einer Frist von sechs Monaten zum Geschäftsjahresende des Fonds zu kündigen. Eine solche Kündigung durch die Investmentgesellschaft wird wirksam, wenn die Investmentgesellschaft mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank bestellt und diese die Pflichten und Funktionen als Depotbank übernimmt; falls eine Kündigung durch die Depotbank erfolgt, wird die Investmentgesellschaft innerhalb der gesetzlichen Fristen eine neue Depotbank ernennen, welche die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß dieser Satzung übernimmt. Bis zur Bestellung dieser neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilhaber ihren Pflichten und Funktionen als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

3) Die Depotbank ist mit der Verwahrung der Vermögenswerte der Teilfonds beauftragt.

a) Sämtliche Investmentanteile, flüssigen Mittel und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte der Teilfonds werden von der Depotbank in gesperrten Konten ("Sperrkonten") und Depots ("Sperrdepots") verwahrt, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Satzung, diesem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem jeweils geltenden Depotbankvertrag sowie den gesetzlichen Bestimmungen verfügt werden darf. Die Depotbank ist berechtigt und verpflichtet, auf den gesperrten Konten vorhandene Guthaben auf Sperrkonten bei anderen Kreditinstituten zu übertragen, wenn die Investmentgesellschaft die Depotbank anweist.

b) Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung (nach Maßgabe des Gesetzes vom 20. Dezember 2002) und mit Einverständnis des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft andere Banken im Ausland und/oder Wertpapiersammelstellen mit der Verwahrung von Investmentanteilen und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten der Teilfonds beauftragen, sofern diese an einer ausländischen Börse zugelassen oder in ausländische organisierte Märkte einbezogen sind oder es sich um sonstige ausländische Vermögensgegenstände handelt, die nur im Ausland lieferbar sind.

c) Die Anlage von Vermögenswerten der Teilfonds in Form von Einlagen bei anderen Kreditinstituten sowie Verfügungen über diese Einlagen bedürfen der Zustimmung der Depotbank. Die Depotbank darf einer solchen Anlage oder Verfügung nur zustimmen, wenn diese mit den gesetzlichen Vorschriften, diesem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), der Satzung sowie dem Depotbankvertrag vereinbar ist. Die Depotbank ist verpflichtet, den Bestand der bei anderen Kreditinstituten verwahrten Einlagen zu überwachen.

4) Bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben handelt die Depotbank unabhängig von der Investmentgesellschaft und ausschließlich im Interesse der Aktionäre. Sie wird jedoch den Weisungen des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft Folge leisten, vorausgesetzt, diese stehen in Übereinstimmung mit der Satzung, dem Depotbankvertrag, diesem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) und dem Gesetz. Sie wird entsprechend den Weisungen insbesondere:

a) Aktien eines Teilfonds gemäß Artikel 7 Nr. 8 der Satzung auf die Käufer übertragen,

b) aus den Sperrkonten des jeweiligen Teilfonds den Kaufpreis für Investmentanteile, Optionen und sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte zahlen, die für den betreffenden Teilfonds erworben worden sind, und für die Leistung und Rückgewähr von Sicherheiten für Derivate, die Zahlung von Transaktionsgebühren und sonstigen Gebühren sowie die Begleichung sonstiger durch die Verwaltung des Investmentvermögens bedingter Verpflichtungen Sorge tragen,

c) aus den Sperrkonten die notwendigen Einschüsse beim Abschluss von Terminkontrakten oder Nachschüsse zur Absicherung von Finanzterminkontrakten zahlen,

d) Investmentanteile sowie sonstige zulässige Vermögenswerte und Optionen, die für einen Teilfonds verkauft worden sind, gegen Zahlung des Verkaufspreises ausliefern bzw. übertragen sowie die Lieferung bei der darlehensweisen Übertragung von Wertpapieren sowie etwaige weitere Lieferpflichten durchführen,

e) dafür Sorge tragen, dass der Umtausch von Aktien gemäß den Bestimmungen des Gesetzes, der Satzung sowie dieses Verkaufsprospektes (nebst Anhängen) und des Depotbankvertrages erfolgt,

f) Dividenden und andere Ausschüttungen (falls vorgesehen) an die Aktionäre auszahlen,

g) den Rücknahmepreis gemäß Artikel 8 Nr. 1 der Satzung gegen Rückgabe und Ausbuchung der entsprechenden Aktien auszahlen,

h) das Inkasso eingehender Zahlungen des Ausgabepreises und des Kaufpreises aus dem Verkauf von Investmentanteilen und sonstigen zulässigen Vermögenswerten sowie aller Erträge, Ausschüttungen, Zinsen, Entgelte für den Optionspreis den ein Dritter für das ihm für Rechnung des Teilfondsvermögens eingeräumte Optionsrecht zahlt, sowie sonstige dem Investmentvermögen zustehende Geldbeträge, Steuergutschriften ((i) falls vorgesehen, (ii) falls vom jeweiligen Teilfonds im Rahmen von Doppelbesteuerungsabkommen zwischen dem Großherzogtum Luxemburg und anderen Ländern rückforderbar und (iii) falls ausdrücklich hierzu von dem Verwaltungsräte angewiesen) vornehmen und diese Zahlungen den Sperrkonten des jeweiligen Teilfonds unverzüglich gutschreiben,

i) im Zusammenhang mit der Zahlung von Ausschüttungen auf Anteile und andere gesetzlich zulässige Vermögenswerte Eigentums- und andere Bescheinigungen und Bestätigungen ausstellen, aus denen der Name des jeweiligen Teilfonds als Eigentümer hervorgeht und alle weiteren erforderlichen Handlungen für das Inkasso, den Empfang und die Verwahrung aller Erträge, Ausschüttungen, Zinsen oder anderer Zahlungen an den jeweiligen Teilfonds vornehmen sowie die Ausstellung von Inkassoindossamenten im Namen des jeweiligen Teilfonds für alle Schecks, Wechsel oder anderen verkehrsfähigen Investmentanteile und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte.

5) Ferner wird die Depotbank dafür sorgen, dass

a) alle Vermögenswerte eines Teilfonds unverzüglich auf den Sperrkonten bzw. Sperrdepots des betreffenden Teilfonds eingehen, insbesondere der Rücknahmepreis aus dem Verkauf von Investmentanteilen,

b) anfallende Erträge und von Dritten zu zahlende Optionsprämien sowie eingehende Zahlungen des vollen Ausgabepreises abzüglich eines etwaigen Ausgabeaufschlages und etwaiger Steuern und Abgaben unverzüglich auf den Sperrkonten des jeweiligen Teilfonds verbucht werden,

c) der Verkauf, die Ausgabe, der Umtausch, die Rücknahme, die Auszahlung und die Entwertung der Aktien, die für Rechnung des jeweiligen Teilfonds vorgenommen werden, dem Gesetz, diesem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) sowie der Satzung gemäß erfolgen,

d) die Berechnung des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens und des Nettoinventarwertes pro Aktie dem Gesetz, der Satzung und dieses Verkaufsprospektes (nebst Anhängen) gemäß erfolgt,

e) bei allen Geschäften, die sich auf ein jeweiliges Teilfondsvermögen beziehen, die Bestimmungen der Satzung, dieses Verkaufsprospektes (nebst Anhängen) sowie die gesetzlichen Bestimmungen beachtet werden und der Gegenwert innerhalb der üblichen Fristen zugunsten des jeweiligen Teilfonds bei ihr eingeht,

f) die Erträge des jeweiligen Teilfondsvermögens diesem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), der Satzung sowie den gesetzlichen Bestimmungen gemäß verwendet werden,

g) Investmentanteile höchstens zum Ausgabepreis oder Tageskurs gekauft und mindestens zum Rücknahmepreis oder Tageskurs verkauft werden,

h) sonstige Vermögenswerte und Optionen höchstens zu einem Preis erworben werden, der unter Berücksichtigung der Bewertungsregeln nach Artikel 25 der Satzung angemessen ist und die Gegenleistung im Falle der Veräußerung dieser Vermögenswerte den zuletzt ermittelten Wert nicht oder nur unwesentlich unterschreitet, und

i) die gesetzlichen und vertraglichen Beschränkungen bezüglich des Kaufs und Verkaufs von Optionen und Devisenterminkontrakten sowie bezüglich anderer Devisenkursicherungsgeschäfte, eingehalten werden.

j) Sacheinlagen ausnahmsweise nur dann zugelassen werden, wenn die gesetzlichen Bestimmungen betreffend die Übertragung aller Vermögensgegenstände eines anderen Sondervermögens in das Sondervermögen der Investmentgesellschaft eingehalten werden.

Dies bedeutet, dass Sacheinlagen nur dann zugelassen werden dürfen, wenn

- die Anlagegrundsätze und -grenzen nach den Vertragsbedingungen des übertragenden Sondervermögens nicht wesentlich von denen des Fonds abweichen,

- die an die Kapitalanlagegesellschaft bzw. an den Anlageverwalter und die Depotbank zu zahlenden Vergütungen sowie die Ausgabeaufschläge und Rücknahmeabschläge nicht wesentlich voneinander abweichen,

- die Übertragung aller Vermögensgegenstände eines Sondervermögens zum Geschäftsjahresende des übertragenden Sondervermögens (der "Übertragungstichtag") erfolgt, am Übertragungstichtag die Werte des übernehmenden und des übertragenden Sondervermögens berechnet werden, das Umtauschverhältnis festgelegt wird, die Vermögensgegenstände und Verbindlichkeiten übernommen werden und der gesamte Übernahmevorgang vom Abschlussprüfer geprüft wird und die zuständige Aufsichtsbehörde die Übertragung der Vermögensgegenstände, bei der die Interessen der Anleger ausreichend gewahrt sein müssen, genehmigt hat; sie kann die Genehmigung mit Nebenbestimmungen versehen. Das Umtauschverhältnis ermittelt sich nach dem Verhältnis der Nettoinventarwerte des übernommenen und des aufnehmenden Sondervermögens zum Zeitpunkt der Übernahme.

6) Darüber hinaus wird die Depotbank

a) nach Maßgabe des zwischen der Investmentgesellschaft und der Depotbank vereinbarten Verfahrens, dem Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft und/oder von dem Verwaltungsräte der Investmentgesellschaft bestimmten Repräsentanten schriftlich über jede Auszahlung, über den Eingang von Investmentanteilen und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten, von unbaren Ausschüttungen und Barausschüttungen, Zinsen und anderen Erträgen sowie über Erträge aus Schuldverschreibungen Bericht erstatten sowie periodisch über alle von der Depotbank gemäß den Weisungen des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft getroffenen Maßnahmen unterrichten,

b) nach Maßgabe des zwischen der Investmentgesellschaft und der Depotbank vereinbarten Verfahrens unverzüglich alle sachdienlichen Informationen, die sie von Emittenten erhalten hat, deren Investmentanteile, flüssige Mittel und andere gesetzlich zulässigen Vermögenswerte sie von Zeit zu Zeit verwahrt, oder Informationen, die sie auf andere Weise über von ihr verwahrte Vermögenswerte erhält, unverzüglich an die Investmentgesellschaft weiterleiten,

c) ausschließlich auf Weisung des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft oder der von ihm ernannten Repräsentanten Stimmrechte aus den Investmentanteilen und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten, die sie verwahrt, ausüben,

d) alle zusätzlichen Aufgaben erledigen, die von Zeit zu Zeit zwischen der Investmentgesellschaft und der Depotbank schriftlich vereinbart werden.

e) sicherstellen, dass die erforderlichen Sicherheiten für Wertpapierdarlehen rechtswirksam bestellt und jederzeit vorhanden sind. Als ausreichende Sicherheiten gelten Geldzahlungen, Verpfändung oder Abtretung von Guthaben oder Übereignung oder Verpfändung von Wertpapieren. Die verpfändeten oder abgetretenen Guthaben müssen auf Euro oder auf eine andere Währung lauten, in der Aktien der Teilfonds begeben werden. Zu verpfändende Wertpapiere müssen von einem geeigneten Kreditinstitut verwahrt werden. Schuldverschreibungen sind als Sicherheit geeignet, wenn sie zur Sicherung der in Artikel 18.1 des Protokolls über die Satzung des Europäischen Systems der Zentralbanken und der Europäischen Zentralbank vom 7. Februar 1992 genannten Kreditgeschäfte von der Europäischen Zentralbank, Banque Centrale de Luxembourg oder der Deutschen Bundesbank zugelassen sind; Aktien sind geeignet, wenn sie an einer Börse in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder in einem anderen Vertragsstaat des Abkommens über den Europäischen Wirtschaftsraum zum amtlichen Markt zugelassen sind. Als Sicherheit unzulässig sind Wertpapiere, die vom Wertpapier-Darlehensnehmer oder von einem zu demselben Konzern gehörenden Unternehmen ausgestellt sind, es sei denn, es handelt sich um Pfandbriefe oder Kommunalschuldverschreibungen. Die Erträge aus Sicherheiten stehen dem Sondervermögen zu.

6) Die Depotbank hat jeweils Anspruch:

a) auf das ihr nach der Satzung, diesem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) sowie dem Depotbankvertrag zustehende Entgelt und entnimmt es den Sperrkonten des betreffenden Teilfonds nur nach Zustimmung der Investmentgesellschaft.

b) Darüber hinaus wird die Depotbank sicherstellen, dass den jeweiligen Teilfondsvermögen Kosten Dritter nur gemäß der Satzung und diesem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) sowie dem Depotbankvertrag belastet werden.

7) Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen:

a) Ansprüche der Aktionäre gegen die Investmentgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen

b) gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn wegen eines Anspruchs in das Vermögen eines Teilfonds vollstreckt wird, für den das jeweilige Teilfondsvermögen nicht haftet. Die Aktionäre selbst können nicht Widerspruch gegen die Zwangsvollstreckung erheben.

Die vorstehend unter a) getroffene Regelung schließt die direkte Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Investmentgesellschaft bzw. die frühere Depotbank durch die Aktionäre nicht aus.

8) Die Investmentgesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Aktionäre gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Depotbank durch die Aktionäre nicht aus.

Art. 32. Auflösung der Investmentgesellschaft. Im Falle der Auflösung der Investmentgesellschaft wird das Auflösungsverfahren durch einen oder mehrere Liquidatoren (die natürliche oder juristische Personen sein können), die von der Versammlung der Aktionäre, die die Auflösung beschließt, benannt werden, durchgeführt.

Die Versammlung der Aktionäre setzt des Weiteren die Befugnisse der Liquidatoren und ihre Vergütung fest.

Nach Zahlung aller Schulden und Lasten der Investmentgesellschaft bzw. der Teilfonds wird der Liquidationserlös jeder Aktienklasse gleichmäßig unter allen Aktionären der jeweiligen Aktienklasse proportional zur Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien verteilt.

Beträge, die nicht unverzüglich nach Abschluss des Auflösungsverfahrens von Aktionären eingefordert werden, werden in Anderkonten bei der Caisse des Consignations gehalten. Beträge, die vom Anderkonto nicht innerhalb der gesetzlich festgelegten Frist eingefordert werden, verfallen gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts.

Art. 33. Satzungsänderung. Diese Satzung kann jederzeit durch Beschluss der Aktionäre geändert oder ergänzt werden, vorausgesetzt, dass die in dem Gesetz vom 10. August 1915 vorgesehenen Bedingungen über Beschlussfähigkeit und Mehrheiten bei der Abstimmung eingehalten werden.

Art. 34. Allgemeines. Für Punkte, die in dieser Satzung nicht geregelt sind, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 sowie auf das Gesetz vom 20. Dezember 2002 verwiesen.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst, dass die vorhergehenden Beschlüsse am 1. November 2009 in Kraft treten.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Strassen, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit dem Sammlungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: V. AUGSDÖRFER, M. MÜLLER, U. BERG und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 octobre 2009. Relation: LAC/2009/45283. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE - zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, durch Notar Carlo WERSANDT, Notar mit Amtssitz in Luxemburg handelnd in Ersetzung des Notars Henri HELLINCKX, vorbenannt, erteilt.

Luxemburg, den 3. November 2009.

Carlo WERSANDT.

Référence de publication: 2009139357/1367.

(090169170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2009.

Enervest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1744 Luxembourg, 9, rue de Saint Hubert.

R.C.S. Luxembourg B 137.851.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés pour servir aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 10 novembre 2009.

BLANCHE MOUTRIER.

Référence de publication: 2009140586/10.

(090173183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2009.

Enervest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1744 Luxembourg, 9, rue de Saint Hubert.

R.C.S. Luxembourg B 137.851.

L'an deux mille neuf, le neuf novembre.

Par devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, soussignée.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "ENERVEST S.A." avec siège social à L - 1744 Luxembourg, 9, rue de Saint Hubert, constituée suivant acte reçu par Maître Blanche Moutrier, pré-qualifiée, en date du 8 avril 2008, publié au Mémorial C numéro 1145 du 9 mai 2008, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 137.851.

La séance est ouverte à 11.30 heures, sous la présidence de Monsieur Freddy BRACKE, économiste, demeurant professionnellement à L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Michèle SENSI-BERGAMI, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Marie-Reine BERNARD, employée privée, demeurant professionnellement à L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl.

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, paraphées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Monsieur le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée par des lettres recommandées avec accusé de réception datées du 30 octobre 2009 et contenant l'ordre du jour ci-après reproduit.

B) Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Réduction du capital social d'un montant de QUATORZE MILLIONS NEUF CENT CINQUANTE MILLE EUROS (EUR 14.950.000,00) par remboursement aux actionnaires de la somme de QUATORZE MILLIONS NEUF CENT CINQUANTE MILLE EUROS (EUR 14.950.000,00) de façon à réduire le capital de son montant actuel de QUARANTE MILLIONS NEUF CENT CINQUANTE MILLE EUROS (40.950.000,00) à la somme de VINGT-SIX MILLIONS D'EUROS (EUR 26.000.000,00).

2. Modification subséquente de l'article 5 des statuts.

3. Divers.

C) Qu'une première assemblée ayant eu pour objet le même ordre du jour s'est tenue par devant le notaire instrumentant en date du 30 octobre 2009, n'a pu délibérer valablement, étant donné qu'il n'était représenté à cette assemblée qu'un nombre inférieur à la moitié du capital social.

D) Qu'il résulte de la liste de présence que sur les NEUF CENTS (900) actions A et CENT (100) actions B, sans désignation de valeur nominale, représentatives de l'entière du capital social de QUARANTE MILLIONS NEUF CENT CINQUANTE MILLE EUROS (EUR 40.950.000,-), QUATRE CENT VINGT-QUATRE (424) actions sont représentées à la présente assemblée et que conformément à l'article 67 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la présente assemblée peut valablement délibérer quelle que soit la portion du capital représentée.

Après en avoir délibéré, l'assemblée adopte à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de réduire le capital social à concurrence d'un montant de QUATORZE MILLIONS NEUF CENT CINQUANTE MILLE EUROS (EUR 14.950.000,-) pour le ramener de son montant actuel de QUARANTE MILLIONS NEUF CENT CINQUANTE MILLE EUROS (EUR 40.950.000,-) à VINGT-SIX MILLIONS D'EUROS (EUR 26.000.000,-).

Cette réduction de capital sera réalisée par un remboursement aux actionnaires de la société du montant total de QUATORZE MILLIONS NEUF CENT CINQUANTE MILLE EUROS (EUR 14.950.000,-).

Le Conseil d'Administration est mandaté d'effectuer ce remboursement en respectant les prescriptions légales. Aucun remboursement ne sera fait aux actionnaires avant les trente jours qui suivent la publication des présentes au Mémorial C.

108518

Deuxième résolution

Suite à la résolution prise ci-dessus, l'assemblée générale décide de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5.** Le capital social de la Société est fixé à VINGT-SIX MILLIONS D'EUROS (EUR 26.000.000,-), représenté par NEUF CENTS (900) actions A et CENT (100) actions B, sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées."

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, le Président lève la séance.

Frais

Tous les frais et honoraires, quels qu'ils soient, dus en vertu des présentes sont à la charge de la société et sont estimés approximativement à neuf cents euros (Eur 900,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Bracke, M. Sensi-Bergami, M.-R. Bernard, Moutrier Blanche

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 09 novembre 2009. Relation: EAC/2009/13506. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 10 novembre 2009.

Blanche MOUTRIER.

Référence de publication: 2009140584/75.

(090173179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2009.

**Immobilière Diederich-Muller S.A., Société Anonyme,
(anc. Immobilière Diederich-Muller, S.e.n.c.).**

Siège social: L-8222 Mamer, 2, rue des Noyers.

R.C.S. Luxembourg B 99.320.

L'an deux mille neuf, le vingt-neuf octobre.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

ONT COMPARU:

1) Monsieur René DIEDERICH, employé privé, né à Ettelbruck le 8 février 1960 et son épouse Madame Romaine MULLER, professeur, née à Luxembourg, le 12 août 1959, demeurant ensemble à L-8222 Mamer, 2, rue des Noyers, détenteurs ensemble de mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (1.999) parts sociales.

2) Monsieur Laurent DIEDERICH, étudiant, né à Luxembourg le 15 septembre 1988, demeurant à L-8222 Mamer, 2, rue des Noyers, détenteur d'une (1) part sociale.

Lesquels comparants, agissant en leur qualité de seuls associés de la société en nom collectif "IMMOBILIERE DIEDERICH-MULLER. s.e.n.c." (numéro d'identité 1990 20 00 049), avec siège social à L-8222 Mamer, 2, rue des Noyers, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 99.320, constituée sous la dénomination de "IMMOBILIERE DIEDERICH-WOLFF, s.e.n.c." suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 5 mai 1990, publié au Mémorial C, numéro 402 du 29 octobre 1990 et dont les statuts ont été modifiés à différentes reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 14 décembre 2005, publié au Mémorial C, numéro 701 du 6 avril 2006, ledit acte contenant notamment changement de la dénomination sociale en "IMMOBILIERE DIEDERICH-MULLER, s.e.n.c.",

ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident d'accepter les démissions de Monsieur René DIEDERICH et de Madame Romy DIEDERICH comme gérants de la société et de leur accorder décharge pleine et entière de leurs fonctions jusqu'à ce jour.

Deuxième résolution

Les associés décident de transformer la société en nom collectif "IMMOBILIERE DIEDERICH-MULLER, s.e.n.c." en une société anonyme, et ce avec effet à ce jour.

Cette transformation n'entraînera pas création d'un être moral nouveau et c'est toujours la même société qui sous la même personnalité juridique mais sous une autre forme, continuera d'exister entre les propriétaires des actions ci-après créées en remplacement des parts sociales de la société en nom collectif actuellement transformée et tous ceux qui pourront devenir actionnaires par la suite.

La prédite transformation a été examinée par la société à responsabilité limitée "MONTBRUN REVISION S. à r.l.", avec siège social à "Le Dôme" Espace Pétrusse, 2, avenue Charles de Gaulle, BP 351, L-2013 Luxembourg, représentée par Monsieur Marc LAMESCH, réviseur d'Entreprises, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'un rapport daté du 28 octobre 2009, lequel rapport restera annexé au présent acte pour être enregistré avec celui-ci.

La conclusion du prêt rapport est la suivante:

"Conclusion

Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports ne correspond pas au moins au nombre et au pair comptable des actions à émettre en contrepartie, soit EUR 210.000,00, représentés par 2.000 actions avec une valeur nominale de EUR 105,- chacune."

Troisième résolution

Les associés décident de changer la dénomination de la société en "IMMOBILIERE DIEDERICH-MULLER S.A."

Quatrième résolution

Les associés décident d'établir les statuts de la société anonyme comme suit:

"Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de "IMMOBILIERE DIEDERICH-MULLER S.A."

Art. 2. Le siège de la société est établi à Mamer.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège social pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique à tout autre endroit à l'intérieur de la commune du siège social.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires par décision de l'assemblée des actionnaires décidant comme en matière de modification des statuts.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se seront produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. L'objet de la société est l'achat et la vente, la location et l'administration de tous biens immobiliers situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, ainsi que toute opération commerciale, industrielle et financière s'y rattachant directement ou indirectement.

La société pourra également être gérant ou administrateur d'autres sociétés.

La société a aussi pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, ainsi que toutes prestations de conseil, de management et d'assistance administrative auxdites participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

La société est autorisée à contracter des emprunts pour son propre compte et à accorder tous cautionnements ou garanties.

D'une façon générale, la société pourra exercer toutes activités généralement quelconques qui pourraient paraître nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet social.

Art. 5. Le capital social est fixé à DEUX CENT DIX MILLE EUROS (€ 210.000,-), représenté par deux mille (2.000) actions d'une valeur nominale de CENT CINQ EUROS (€ 105,-) chacune.

Les actions sont et resteront au porteur.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Le capital social pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

En cas d'augmentation du capital social, des droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, pour un terme ne pouvant dépasser six années et en tout temps révocables par elle.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un (1) membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Le nombre d'administrateurs, la durée de leur mandat et leurs émoluments sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et s'il le décide ainsi, un ou plusieurs vice-présidents du conseil d'administration. Le premier président pourra être désigné par l'assemblée générale. En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation faite à la demande d'un administrateur au siège social sauf indication contraire dans les convocations.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis, étant entendu qu'un administrateur peut représenter plus d'un de ses collègues. Pareil mandat doit reproduire l'ordre du jour et peut être donné par lettre, télégramme ou télex, ces deux derniers étant à confirmer par écrit.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des votants.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par deux administrateurs ou par un ou plusieurs mandataires désignés à ces fins.

Lorsque la société comprend un actionnaire unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la société et son administrateur ayant eu un intérêt opposé à celui de la société.

Art. 10. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique sont investis des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être des actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de cet administrateur, et en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale.

Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social ou à tout autre endroit de la commune du siège social, tel qu'indiqué dans la convocation, le troisième mercredi du mois de juin à 14.00 heures.

Si la date de l'assemblée extraordinaire tombe un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration, respectivement l'administrateur unique ou par le(s) commissaire(s).

Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le dixième du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

L'assemblée des actionnaires délibérera et prendra ses décisions conformément aux dispositions légales en vigueur au moment de la tenue de l'assemblée.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique établit les comptes annuels dans les formes prévues par la loi. Il les remet un mois avant l'assemblée générale ordinaire aux commissaires.

Art. 19. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges et amortissements, forme le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital souscrit.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra sous l'observation des règles y relatives et recueillant les approbations éventuellement nécessaires en vertu de la loi, verser des acomptes sur dividende.

La société pourra acquérir ses propres actions en observant toutefois à ce sujet les conditions et limitations prévues par la loi.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts."

Dispositions transitoires

- 1) La première année sociale se terminera le 31 décembre 2009.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2010.

Souscription

Les articles de la société ayant ainsi été établis, les comparants déclarent souscrire l'intégralité du capital comme suit:

1) Monsieur René DIEDERICH et Madame Romaine MULLER, préqualifiés, ensemble mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf actions	1.999
2) Monsieur Laurent DIEDERICH, préqualifié, une action	<u>1</u>
Total: deux mille actions	2.000

Le notaire soussigné déclare que les conditions prévues par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée ultérieurement, ont été observées.

Assemblée générale extraordinaire

Les actionnaires préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit, se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite réunis en assemblée générale extraordinaire et à l'unanimité ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).

Deuxième résolution

Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui sera tenue en l'an 2015:

- 1) Monsieur René DIEDERICH, préqualifié.
- 2) Madame Romaine MULLER, préqualifiée.
- 3) Monsieur Laurent DIEDERICH, préqualifié.

Troisième résolution

A été nommée commissaire aux comptes:

Madame Marie-Thérèse WOLFF, retraitée, née à Noerdange, le 19 avril 1930, demeurant à L-8551 Noerdange, 27, op der Gare.

Le commissaire aux comptes est élu jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2015.

Biens immobiliers

Les comparants déclarent que les biens immobiliers ci-après désignés font partie des actifs de la société "IMMOBILIERE DIEDERICH-MULLER, s.e.n.c.", transformée en société anonyme aux termes des présentes:

A) Les immeubles suivants, inscrits au cadastre comme suit:

- COMMUNE DE BERTRANGE. section A de BERTRANGE -
- Numéro 1607/3189, lieu-dit: "rue de Luxembourg", terre labourable, avec une contenance cadastrale de 16 ares 40 centiares.

- Numéro 1809, lieu-dit: "bei Beerbusch", pré, avec une contenance cadastrale de 1 hectare 68 ares 60 centiares.

- Numéro 1810/1126, lieu-dit: "bei Beerbusch", pré, avec une contenance cadastrale de 46 ares 80 centiares.

B) Un hall industriel sis à Bastogne (Belgique), rue du Marché Couvert, 28, inscrit au cadastre comme suit:

- COMMUNE DE BASTOGNE. 2ème division. BASTOGNE. section C

- Numéro 1039 L, atelier, avec une contenance cadastrale de 63 ares 03 centiares.

Provenance

Les immeubles prédécrits appartiennent à la société en nom collectif "IMMOBILIERE DIEDERICH-MULLER, s.e.n.c." comme suit:

- les numéros cadastraux 1607/3189 et 1809, pour lui avoir été apportés lors de sa constitution, en vertu du prédit acte reçu par le notaire instrumentant en date du 5 mai 1990, transcrit au premier bureau des hypothèques de Luxembourg, le 21 mai 1990, volume 1209, numéro 78;

- le numéro cadastral 1810/1126, pour l'avoir acquis en vertu d'un procès-verbal d'adjudication publique reçu par le notaire Camille HELLINCKX, alors de résidence à Luxembourg, en date du 11 juin 1990, transcrit au premier bureau des hypothèques de Luxembourg, le 19 juillet 1990, volume 1217, numéro 42;

- et le numéro cadastral 1039 L, pour lui avoir été apporté en vertu d'un acte d'augmentation de capital reçu par le notaire instrumentant en date du 16 juillet 1992, transcrit au bureau des hypothèques à Neufchâteau (Belgique), le 26 octobre 1992, volume 5915, numéro 32.

Pouvoir est conféré aux administrateurs de la société afin d'accomplir, conformément à la législation belge en matière de publicité et propriété immobilière, auprès des bureaux compétents, tout acte relatif à l'inscription ou la transcription de l'immeuble prédécrit sub B).

Evaluation des frais

Les dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société en raison des présentes, sont évalués approximativement à mille deux cents euros (€ 1.200,-).

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: R. DIEDERICH, R. MULLER, L. DIEDERICH, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 2 novembre 2009. Relation: CAP/2009/3748. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société à sa demande, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 9 novembre 2009.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2009142809/231.

(090176153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Euro Rent Total Return, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement betreffend den Fonds Euro Rent Total Return, welcher von der cominvest Asset Management S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zur Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 10. November 2009.

Für die Gesellschaft
cominvest Asset Management S.A.
Unterschrift

Référence de publication: 2009142528/12.

(090174490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2009.

Generali Real Estate Investments FCP-FIS, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion a été déposé au registre de commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2009.

Generali Immobiliare Asset Management S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2009143116/10.

(090174491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2009.

Sun Connect S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7540 Berschbach, 23A, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 148.987.

—
STATUTS

L'an deux mille neuf, le seize octobre.

Par-devant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

A COMPARU:

Monsieur Jacques MAWET, artisan, né à Rocourt (Belgique), le 15 mai 1955, demeurant à L-7540 Berschbach, 23A, rue de Luxembourg.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er} . Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation d'une entreprise de construction, de carrelage, de menuiserie - ébénisterie, de chauffage - sanitaire, d'isolation thermique, d'acoustique et d'étanchéité, de charpente, de plafonnage ainsi que de façadier.

La société a encore pour objet la promotion immobilière.

La société peut en outre effectuer toutes opérations mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à la réalisation de son objet social ou favorisant son extension.

La société peut encore s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou à le lui faciliter.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination "SUN CONNECT S.à r.l."

Art. 5. Le siège social est établi dans la commune de Mersch.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par l'associé unique et en cas de pluralité d'associés par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège sociale peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,00) représenté par CENT (100) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125,00) chacune.

Art. 7. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique et en cas de pluralité d'associés par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) est/sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient.

Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

108525

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le trente et un décembre 2009.

Souscription et Libération

Les CENT (100) parts sociales sont toutes souscrites et entièrement libérées par l'associé unique, à savoir:
Monsieur Jacques MAWET, prénommé.

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500,00 €) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentaire, qui le reconnaît expressément.

Frais

La partie comparante a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ NEUF CENTS EUROS (900,00 €).

Décision de l'associé unique

L'associé unique prend les décisions suivantes:

1) Est nommé gérant pour une durée indéterminée: Monsieur Jacques MAWET, prénommé.

La Société sera engagée en toutes circonstances par sa seule signature.

2) L'adresse de la Société est fixée à L-7540 Berschbach, 23A, rue de Luxembourg.

Remarque

L'attention de la partie comparante a été attirée par le notaire instrumentaire sur la nécessité d'obtenir des autorités compétentes les autorisations requises afin d'exercer les activités telles que décrites à l'article deux des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Mersch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom, qualité et demeure, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J. MAWET, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 20 octobre 2009. Relation: MER/2009/1925. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 4 novembre 2009.

Marc LECUIT.

Référence de publication: 2009140606/118.

(090170379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2009.

Pentland Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 75.232.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 septembre 2009.

Pour Pentland Holding SA

Banque Havilland S.A.

Signature

Référence de publication: 2009139199/13.

(090168149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2009.

Stanwich S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 159.250,00.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 1, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 109.034.

Il résulte des résolutions prises par les gérants en date du 9 septembre 2009 que le siège social de la société est transféré de son adresse actuelle au 1 Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg avec effet au 22 octobre 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

108526

Mr. Wesley Lipner / Mr. Marcel Stephany
Category A Manager / Category B Manager

Référence de publication: 2009139206/13.

(090168179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2009.

1907 Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 73.979.

Le Bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 novembre 2009.

Pour 1907 Holding Sàrl

Banque Havilland SA

Signature

Référence de publication: 2009139210/13.

(090168133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2009.

Impexcars S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 22, Gruuss Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 99.344.

EXTRAIT

Il découle d'un acte de cession de parts sous seing privé du 9 octobre 2009 que:

Le capital de la société "IMPEXCARS S.à r.l.", se trouve actuellement réparti comme suit:

1.- Monsieur Rolf Hans TWIJNSTRRA, demeurant à B-3620 Lanaken, 103, Bosstraat,	251 parts
2.- Monsieur Jaron Artur HENRYK, demeurant à NL-26115 JC Maastricht, 64, Veldwezeltstraat	249 parts
TOTAL: CINQ CENTS PARTS SOCIALES	500 parts

Ensuite l'assemblée générale extraordinaire des associés a décidé:

- de révoquer à compter du 9 octobre 2009:

a) de sa fonction de gérant technique:

Monsieur Marc TIMMERS, demeurant à B-4800 Verviers, 17, Place de la Victoire,

b) de sa fonction de gérante administrative:

Madame Rita BUEKERS, demeurant à B-4800 Verviers, 17, Place de la Victoire.

- de nommer à compter du 9 octobre 2009: dans la fonction de gérant unique de la société: Monsieur Rolf Hans TWIJNSTRRA, prédit.

- de préciser que vis-à-vis des tiers la société est valablement engagée par la seule signature du gérant unique.

- de fixer l'adresse de la prédite société à L-9991 Weiswampach, 22, Gruuss Strooss.

Pour extrait conforme, délivré sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 30 octobre 2009.

Pour le notaire Aloyse BIEL

Mlle MUHOVIC

Référence de publication: 2009139164/28.

(090168156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2009.

BGI Brands S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 146.537.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph GLODEN
Notaire

Référence de publication: 2009139228/11.

(090167730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2009.

Markant-Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9063 Ettelbruck, place Marie-Adélaïde.

R.C.S. Luxembourg B 70.512.

Koordinierte Statuten eingetragen im Firmenregister Luxemburg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, den 30. Oktober 2009.

Blanche MOUTRIER

Notar

Référence de publication: 2009139225/12.

(090168288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2009.

LuxCo 66 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 133.213.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2009.

Gérard LECUIT

Notaire

Référence de publication: 2009139284/12.

(090168045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2009.

Brevik Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 67.477.

Lors de l'Assemblée Ordinaire des actionnaires tenue le 24 août 2009, il a été résolu ce qui suit:

1. Réélection de Mess. Torben MADSEN, Peter ENGELBERG et Gilles WECKER comme administrateurs au conseil d'administration jusqu'à la prochaine assemblée générale;

2. Réélection de MODERN TREUHAND SA comme commissaire aux comptes de la société jusqu'à la prochaine assemblée générale.

Fiona FINNEGAN / Gilles WECKER.

At the Ordinary General Meeting of shareholders held at the registered office of the company on August 24th, 2009 it has been resolved the following:

1. To re-elect Mr. Torben MADSEN, Mr. Peter ENGELBERG and Mr. Gilles WECKER as the directors of the company until the next annual meeting;

2. To re-elect MODERN TREUHAND SA as the statutory auditor of the company until the next annual meeting.

Fiona FINNEGAN / Gilles WECKER.

Référence de publication: 2009139059/19.

(090168238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2009.

Bear Stearns International Funding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 122.102.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 20 août 2009.

Paul BETTINGEN

Notaire

Référence de publication: 2009139280/12.

(090168061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2009.

Beri 210, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 10, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 125.845.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 29 octobre 2009.

Paul BETTINGEN

Notaire

Référence de publication: 2009139281/12.

(090168060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2009.

Brixton Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 133.813.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 29 octobre 2009.

Paul BETTINGEN

Notaire

Référence de publication: 2009139282/12.

(090168057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2009.

La Fiduciaire de l'Entreprise Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3394 Roeser, 59, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 64.019.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Perform & Services SA

59, Grand'Rue - L-3394 ROESER

Signature

Référence de publication: 2009139216/12.

(090168273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2009.

Marc Aalen Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 44.178.

Le bilan au 31 décembre 2002 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 octobre 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009139500/10.

(090168751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2009.
